

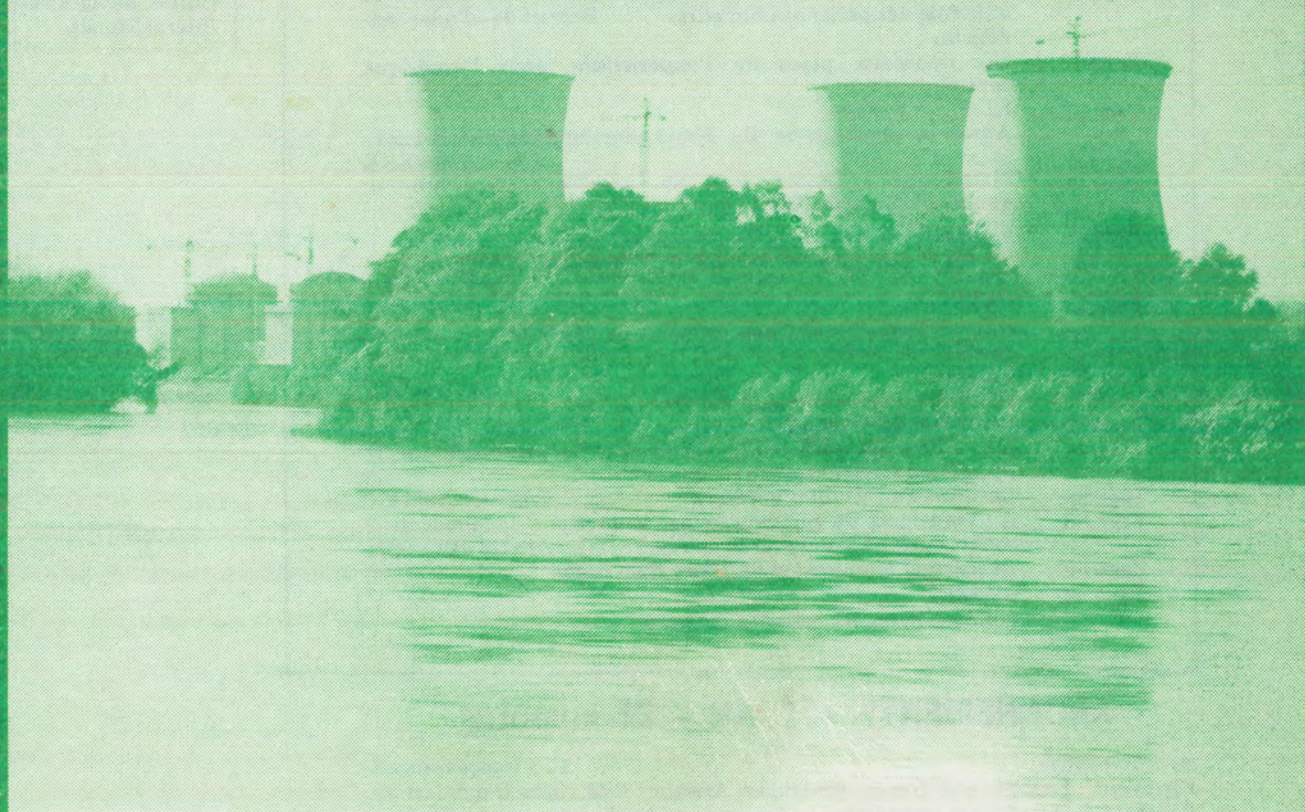


Bimensuel - Numéro 76 du 1er mai 1980 - 7ff - 4fs - 70fb -

INPRECOR

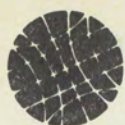
INTERCONTINENTAL PRESS

Dossier Nucléaire



NICARAGUA

EL SALVADOR



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

SOMMAIRE

Numéro 76 du 1er mai 1980

Page 3	Lettre de l'Editeur	
Page 4	DOSSIER NICARAGUA La démission de Chamorro et de Robelo	Charles-André UDRY
Page 8	Sandinisme ou «démocratisme»	Extrait de Barricada
Page 13	Entretien avec Jaime Wheelock : «La réforme agraire et le rôle des petits producteurs»	Extrait de «Poder sandinista»
Page 16	Les nouveaux plans de l'impérialisme pour l'Amérique centrale	
Page 17	EL SALVADOR Après la constitution du Front démocratique révolutionnaire	Michel ROVERE
Page 20	Plate-forme programmatique du Gouvernement démocratique révolutionnaire (fin)	
Page 22	SURINAM Qu'est-ce que se cache derrière le coup d'Etat des sergents ?	Sandew HIRA
Page 24	PAYS-BAS Un tournant pour la classe ouvrière néerlandaise ?	
Page 27	FRANCE Ni «eurocommunisme», ni «euro-gauche»	Pierre FRANK
Page 31	DOSSIER NUCLEAIRE Non à l'énergie nucléaire ! Déclaration du Secrétariat unifié de la IVE Internationale	
Page 32	Les trois aspects du nucléaire	Benny ASMAN
Page 38	Au lendemain du référendum sur le nucléaire, le mouvement suédois prêt à continuer le combat	Arnold JEPPSON
Page 39	Le premier anniversaire de Three Mile Island	
Page 40	BRESIL Solidarité avec les métallos en grève	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENTS - 1 AN - 25 numéros

Pour tous pays 130 francs français
Par avion : Europe, 145 francs; Amérique, Afrique, Asie, 180 francs (ou 45 dollars US, 50 dollars canadiens) ; Afrique du Nord, 150 francs; Moyen-Orient, 150 francs
Pli fermé : France, 200 francs; tous les autres pays, 230 francs; par avion, nous écrire

Nom
Prénom
Adresse
Pays.....

VERSEMENT :
Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication)
adressés à :
PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL - France

ou

VIREMENT à :
PEC - BNP Agence Robespierre
153, rue de Paris
93100 - MONTREUIL
Compte no : 230 179/90

La lettre de l'éditeur

Chers lecteurs,

Durant les derniers mois, Inprecor s'est efforcé de fournir des informations et des analyses détaillées et suivies sur les principaux événements qui sont survenus sur la scène internationale:

La révolution iranienne, l'intervention soviétique en Afghanistan, les développements révolutionnaires en Amérique centrale (Nicaragua et Salvador), le développement des luttes au Pérou, au Brésil et en Bolivie, l'opposition en Chine, la situation en Yougoslavie, l'évolution de la situation politique en Italie, au Portugal, en France.

Nous prévoyons de publier dans les prochaines éditions d'Inprecor de nouveaux dossiers sur le Guatemala, sur l'Etat espagnol, sur la crise des partis communistes, sur la relance de la course aux armements, sur le cours actuel de la révolution iranienne, sur la situation à Cuba.

Pour répondre aux exigences de publication de ces articles, pour pouvoir répondre à l'avenir aux nouvelles échéances de la situation internationale, nous avons été amenés depuis plusieurs mois à accroître très sensiblement la pagination d'Inprecor qui est passé de 32 à 40, et souvent 48 pages.

Combinés avec les effets de l'inflation, il en a résulté une augmentation significative de nos coûts.

Nous serons donc obligés, dès le 1er juin, de faire passer nos prix d'abonnement de 130 à 180 francs français. Le prix de vente du numéro augmentera dans la même proportion.

Nous avons à dessein retardé la date inéluctable de ces augmentations pour favoriser une campagne d'abonnement.

25 avril 1980

Economisez 50 francs français

Abonnez-vous avant le 1er juin

BULLETIN D'ABONNEMENT (valable jusqu'au 1er juin 1980)

NOM :
Prénom :

ADRESSE :
PAYS :

Mode de paiement : chèque de 130 francs français
ou virement b.

La démission de Chamorro et de Robelo

Charles-André UDRY

LE 19 avril 1980, Violetta Chamorro démissionne de la Junta de Gouvernement de Reconstruction nationale, prétextant de problèmes de santé. Mais, « *il y a des rapports officiels indiquant que Madame Chamorro est loin d'être satisfaite du projet d'élargissement du Conseil d'Etat, qui devait initialement comprendre 33 membres* » (*International Herald Tribune* 21.4.1980). Le 22 avril, Alfonso Robelo Callejas, dirigeant du parti bourgeois - Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN) - donne à son tour sa démission. Dans sa conférence de presse, il déclare : « *Les bases essentielles de l'unité politique du pays ont été brisées et les modifications apportées dans la composition du Conseil d'Etat présentent les aspects d'un projet totalitaire* ». (*El Pais* 24.4.1980). Robelo explique que Violetta Chamorro a quitté la Junta pour les mêmes raisons. Le MDN a donné des instructions à ses membres pour qu'ils renoncent à leurs charges dans le gouvernement et l'administration publique. Arturo Cruz, ancien haut fonctionnaire de l'IDB (Interamerican Development Bank) à Washington et directeur de la Banque centrale renonce à son poste. Un nouveau tournant se profile dans le processus révolutionnaire au Nicaragua. Il s'annonçait depuis la mi-mars. (1)

Les rapports entre les secteurs privé, mixte et étatique rendaient nécessaire, pour assurer la relance économique prévue par le plan de Réactivation économique, une participation effective du secteur privé, dont le poids est grand. Selon la CEPAL, au début 1980, le niveau de la production industrielle égalait celui de 1962 (*Barricada* 18.3.1980). Le vice-ministre de la Planification, Federico Cerda, — après avoir expliqué qu'il existe « *d'amples possibilités pour l'initiative privée* » et que diverses garanties sont données aux industriels (crédits, conventions collectives) — déclare que « *dans le secteur industriel, sur un total de 663 entreprises, environ 296 ont été remises en marche et que sur les 63 entreprises les plus importantes du textile, il y a un pourcentage encore plus élevé de fabriques qui ne fonctionnent pas* ». (*Barricada* 29.3.1980). Selon le Ministère de l'industrie, les entreprises actives n'utilisent en moyenne que 50% de leurs capacités productives. Comme le note Federico Cerda : « *Ce processus de 'décapitalisation' a suscité une attitude attentiste et méfiante chez les travailleurs qui y répondent avec l'occupation de fabriques dès qu'ils soupçonnent la plus petite initiative de 'décapitalisation'* » (idem).

Dans cette situation, le patronat amplifie ses récriminations dont l'axe principal est le respect de la propriété privée, condition de sa participation à un plan dans lequel son rôle est loin d'être négligeable (2).

Dans l'agriculture, nombreux sont les grands et moyens propriétaires qui hésitent, dans le contexte social et politique actuel, à s'engager « *dans le processus de reconstruction* ». Henry Ruiz indique que la production de maïs, de haricots et de riz est plus basse que prévue (*Barricada* 14.3.1980). Que ce soit pour les éleveurs, les grands producteurs de café (organisés dans l'UNCAFENIC) ou de coton, leurs corporations réclament toutes que soit mis un holà aux décisions de confiscation des terres « *intervenues* » (décisions présentées comme contradictoires avec le décret de novembre 1979) et que l'ATC (Association des travailleurs de la terre) contrôle sa base et modère les initiatives des paysanstravailleurs qui occupent des terres ou se rebiffent contre les conditions extrêmement dures d'exploitation (3). Le problème crucial de l'ensemencement d'une forte proportion des terres à coton reste entier.

Dans le secteur de la distribution, les difficultés sont très importantes. Des commerçants, sous la houlette de la Chambre de commerce, sont réunis dans un organisme appelé « ACOPOR-BAMA ». Ils se sont ouvertement opposés au décret 323 visant à geler les prix des produits de première nécessité.

Ainsi, la crise dans l'industrie, l'agriculture et la distribution émerge. La polarisation de classe s'exacerbe. Les déclarations des divers secteurs de la bourgeoisie traduisent à la fois une profonde inquiétude — vus les rapports de forces sociaux, militaires et politiques — et la

précarité d'une «reconstructions» selon les lignes de force tracées par le Plan 1980.

Le *«Financial Times»* écrit: «Une impasse apparaît dans les rapports entre le gouvernement et le secteur privé... Les hommes d'affaires sont aussi inquiets du fait que le gouvernement ferme les yeux sur l'occupation de fermes et d'entreprises qui n'appartiennent pas à Somoza et à ses proches» (11.4.1980). Arturo Cruz confie alors au quotidien de la City londonienne: «Nous ne savons pas ce qui peut se passer demain!»

CONCILIER L'INCONCILIABLE

Dans ce contexte, la direction du FSLN se doit de déplacer quelque peu l'axe de son approche des problèmes de la relance économique. Certes, elle répète que: «Sur le plan économique, le Programme de réactivation est la démonstration concrète de la volonté sandiniste de reconnaître et stimuler la participation de tout producteur et commerçant qui désire travailler pour la stabilisation de sa patrie» (déclaration de la direction du FSLN — *Barricada* 18.3.1980). Ou encore, à l'occasion d'une manifestation, début mars, de travailleurs demandant la confiscation d'entreprises «intervenues», Moises Hassan (membre de la Junte) et Ramon Medrano (secrétaire à la propagande de la CST), tout en indiquant qu'ils comprennent le bien-fondé de l'initiative des travailleurs, leur demandent de ne pas précipiter les événements (*Barricada* 12.3.1980).

Mais, de plus en plus, la direction du FSLN doit lancer des mises en garde aux grands propriétaires, aux industriels qui sabotent et à leurs organisations corporatives. Henry Ruiz dénonce les «réticences des patrons alors qu'ils ont reçu des crédits». Il ajoute, après avoir attaqué le COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée): «Nous disposons des instruments pour les (les forces déstabilisatrices) étouffer et nous n'allons pas hésiter à le faire... Il y a des problèmes dans la production du coton, mais ce sont

des problèmes politiques. Ils (les propriétaires) émettent des revendications politiques, utilisant la production comme instrument» (*Barricada* 14.3.80).

Cet angle d'attaque se retrouve souvent par la suite: patronat et grands propriétaires sont dénoncés comme voulant mettre à profit leur place dans le processus de production, afin de lancer une contre-offensive au plan politique.

Parallèlement à ces injonctions, le Ministère de la planification indique que les opérations bancaires doivent toujours se faire selon les normes habituelles, mais qu'il n'y a plus de raisons pour que le secret bancaire et commercial continue à exister comme par le passé. De même, sont étudiées des mesures pour mettre fin au marché parallèle des dollars. Le budget pour avril-décembre 1980 donne la priorité aux dépenses dans l'éducation, la santé, les services sociaux et la défense. Le système fiscal qui lui est adjoint, d'une part, est assez fortement progressif pour les revenus de la propriété et, d'autre part, vise à contrecarrer l'évasion fiscale des sociétés (*Barricada* 10.4.1980). Enfin, pour combattre la 'décapitalisation', le contrôle ouvrier est régulièrement désigné comme l'instrument dont les travailleurs doivent se servir. Tout cela ne peut que difficilement apaiser les préoccupations des possédants, d'autant plus que les travailleurs et les paysans utilisent les rapports de forces sociaux et l'élévation du degré d'organisation pour faire valoir leurs revendications.

Dans les présentes déclarations du FSLN, le rôle primordial de la classe ouvrière et des paysans pour mener à ses conclusions ultimes le processus révolutionnaire est souligné de façon plus consistante (voir le texte ci-joint: «Le sandinisme, ce n'est pas le 'démocratisme'»).

L'accent est mis également dans la presse du FSLN et de la CST sur le rôle des ARE (Assemblées de réactivation économique) qui apparaissent comme des organismes devant à la fois stimuler l'effort de production et accroître les possibilités pour

les travailleurs de contrôler la production (dans le secteur privé) et d'imprimer des choix (dans le secteur étatisé). Le développement et l'activité de telles structures sont encore inégaux. *Poder Sandinista*, l'hebdomadaire d'orientation des membres du FSLN, explique ainsi la fonction des ARE: «Les ARE sont des écoles dans lesquelles les travailleurs et les paysans peuvent prendre connaissance du processus de production bien plus que ne le leur permet leur insertion directe dans la production. C'est le premier pas qui leur permettra d'intervenir directement dans la marche de leur entreprise et de toute l'économie. Evidemment, ce projet souffre encore de fortes limitations...»

La nécessité d'une coordination des ARE au niveau de la branche est affirmée: «Dans le cas du sucre, par exemple, nous devrions être capables d'organiser des ARE dans lesquelles participent des délégués de toutes les sucreries, l'administration et des représentants de l'Etat, pour que les travailleurs puissent connaître et surveiller les plans de production pour toute la branche» (idem).

L'éclatement d'une série de grèves (dans le bâtiment, des sucreries et des entreprises de Managua), durant les premiers mois de l'année, mettait en relief, d'une part, les problèmes que continue à rencontrer le FSLN dans le processus d'organisation et d'unification syndicale, et, d'autre part, l'embarras dans lequel le place son orientation. En effet, en affirmant que, de fait, les travailleurs disposent déjà du pouvoir, la CST situe le centre de gravité de l'action syndicale dans l'appui à la relance de la production. La position défendue par le FSLN sur l'unité syndicale (voir document ci-joint) et la dénonciation souvent virulente des autres organisations syndicales — dont certaines directions ne tiennent pas à l'unification mais peuvent disposer d'une influence réelle dans certains secteurs (4) — ne facilite pas le processus d'unification syndicale. Il faudrait pour surmonter les obstacles et y compris pour mettre en difficulté

ces directions, une attitude combinant une réelle discussion et une défense de la démocratie syndicale. Sur ce point, les conceptions du FSLN restent fort équilibrées.

SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE SALVADORIEN ET ACCORD AVEC L'URSS

Dans la phase présente, la campagne pour l'alphabétisation constitue l'activité de masse la plus importante. La polémique entre Robelo, des secteurs de « l'initiative privée » et le FSLN a éclaté dès le début de cette campagne. Elle est considérée par la bourgeoisie comme trop politisée et comme une campagne de propagande en faveur du FSLN.

La constitution des Milices populaires sandinistes commence sur le thème « *notre défense s'organise avec le peuple dans les milices* ». Dans la déclaration de la direction du FSLN, intitulée « *La conjoncture et nos tâches* » on peut lire : « *L'impérialisme et les pays avec des gouvernements réactionnaires considèrent comme normal la création d'une armée professionnelle, régulière. Pour eux, le danger réside dans la formation des milices, parce que cela signifie que le peuple est armé pour défendre la Révolution.* » Eden Pastora lors de la Rencontre nationale des travailleurs déclara :

« *les milices sont au coude à coude avec l'EPS (Armée populaire sandiniste), l'armée du peuple, des ouvriers et des paysans. Quand une révolution est profonde, elle suscite la contre-révolution et c'est pourquoi les ennemis de la révolution qui se préparent à nous attaquer se rendront rapidement compte que les ouvriers et les paysans disposent d'une armée des pauvres : les milices populaires sandinistes* » (Barricada 14.4.1980).

Depuis la fin du mois de mars, le soutien à la lutte du peuple du Salvador et les dénonciations de la politique de « réforme-répression » de la Junte se sont développées dans la presse. Diverses manifestations de soutien au combat du peuple salvadorien sont organisées. Les com-

muniés des organisations révolutionnaires salvadoriennes sont publiés dans Barricada. Le périodique *El Brigadista*, organe de la Jeunesse sandiniste du 19 juillet, largement diffusé parmi les équipes d'alphabétisateurs, publie une interview d'un dirigeant de l'Association des étudiants universitaires du Salvador (liée aux BPR), dans laquelle cette organisation explique que : « *il est nécessaire d'approfondir et de renforcer le processus révolutionnaire au Nicaragua pour effectivement renforcer le processus révolutionnaire au Salvador* » (1.4.1980).

Tomas Borge, face aux menaces d'intervention impérialiste, a clairement indiqué qu'une attaque impérialiste contre le peuple du Salvador serait considérée comme une attaque contre le peuple du Nicaragua. Ceci s'inscrit dans le cadre d'une accentuation de la mobilisation anti-impérialiste suite à la « révélation » des agissements de la CIA (à l'occasion du vote au Congrès américain sur le prêt de 75 millions de dollars), au report de ce prêt et à diverses opérations subversives parties du Honduras.

Le 19 mars, des discussions se sont engagées avec les représentants du regroupement des banques privées internationales pour renégocier la dette. Le Ministre directeur du FIR (fonds international de reconstruction) a fait savoir que la délégation nicaraguayenne refusait l'actuel taux LIBOR (London interbank offered rate) de 19% et que « *ni dans nos propositions, ni dans le modèle de renégociation nous n'envisageons de demander l'aide du FMI* » (23.3.1980). Les résultats de cette renégociation seront connus fin avril. Pour l'instant, divers prêts ont encore été obtenus, en provenance de pays européens ou du Vénézuéla.

Au plan de l'aide, la modification la plus significative réside dans les prêts et traités bilatéraux passés avec la Tchécoslovaquie, la RDA et l'URSS. La délégation du Nicaragua en URSS se composait de Tomas Borge, Humberto Ortega (Ministre de la défense) et Henry Ruiz (Ministre de la planification)

ainsi que de Moises Hassan, représentant la Junte.

Selon *The Guardian* : « *le montant de l'aide obtenue lors du voyage en Europe de l'Est n'est pas connu. Mais des rapports de la presse à Prague indiquent que la Tchécoslovaquie a concédé un prêt de 20 millions de dollars et un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a dit que la RDA avait également accordé une aide de 20 millions de dollars* » (15.4.1980). Le gel du prêt américain — sur lequel comptait le secteur privé — associé avec l'ouverture des rapports économiques avec l'URSS et les pays de l'Est ne pouvait que stimuler les inquiétudes des industriels, des propriétaires et de leurs représentants dans les instances du gouvernement et de la haute administration.

LA COALITION SE ROMPT

Conjointement aux heurts avec une partie du secteur privé, les accrochages se sont multipliés avec Robelo qui, après son voyage Etats-Unis, accentua l'opération de regonflage du MDN. Le 18 mars, Barricada publiait en première page l'opinion de travailleurs sur le MDN et sur Robelo : « *ce sont des bourgeois qui nous ont exploités et aujourd'hui ils voudraient apparaître comme de grands révolutionnaires qui défendent les intérêts des travailleurs.* » L'éditorial du quotidien du FSLN souligne que la plate-forme publiée par le MDN cherche « *à cacher les vrais racines et le caractère de classe du MDN.* » Les attaques continuent par la suite. Le commandant Nunez Tellez dénonce l'insistance avec laquelle Robelo réclame des élections. Il manifeste la crainte que : « *le MDN devienne le cheval de Troie de la réaction* » et puisse être « *utilisé par ceux qui décapitalisent et boycottent la production* » (Barricada 19.3.1980).

Le MDN, dans un communiqué se défend d'être le « *réduit des réactionnaires* ». Il veut être « *le drapeau légitime de vrais révolutionnaires qui, quelles que soient leurs origines sociales cherchent à conduire la patrie au socialisme* »

dans la liberté, véritablement nicaraguayen.» (*Barricada* 24.3.1980). Voilà le langage classique d'une opposition bourgeoise ou social-démocrate face à une révolution en marche.

Les avertissements et les reproches du FSLN adressés au MDN n'apparaissent pas comme visant à précipiter une rupture. L'accent est d'ailleurs mis, parallèlement, sur le besoin de maintenir le « bloc patriotique » (alliance du FSLN avec le MDN, etc.). Il s'agit de faire pression sur le MDN, de le pousser à prendre ses distances par rapport à ceux qui résistent à la relance des investissements, de lui faire avaliser la politique du gouvernement (ce qui renforcerait la position du FSLN dans sa campagne contre la décapitalisation) et, enfin, de préparer la constitution du nouveau Conseil d'Etat, organe « consultatif et législatif », qui doit être mis sur pied le 4 mai 1980.

La question du Conseil d'Etat va exacerber les contradictions et faire apparaître la fragilité d'un cours qui combine un contrôle accru sur le plan politico-militaire, une élévation du degré d'organisation des masses et l'application d'un plan fondé sur une « économie mixte », alors que la paralysie d'une très large fraction des entreprises continue.

Le projet d'élargissement du Conseil d'Etat — selon le Programme de gouvernement de juin 1979, il devait comprendre 33 membres et inclure, entre autres, des représentants des partis du Frente Amplio Opositor et des organisations patronales membres du COSEP — à 47 membres doit permettre d'y intégrer des délégués des CDS, de la CST, de l'ATC et des autres organisations de masse dirigées par le FSLN. A l'occasion de sa démission, Robelo proteste contre le fait que : « le Conseil d'Etat comprend au moins 27 membres liés au FSLN alors que son mouvement n'y aurait qu'un seul délégué (*Le Monde* 24.4.1980). Dans son éditorial, *Barricada* explique : « En premier lieu, cet organisme consultatif législatif aura une large représentation nationale et, en second lieu y

seront présentes les forces vitales de la révolution selon leur représentativité réelle... (11.4.1980).

Robelo choisit cette question pour prendre l'initiative d'ouvrir la crise. Il demande que tous ceux qui se réclament du MDM quittent leur place dans gouvernement et l'administration, en affirmant qu'ils détiennent 26% des postes. (*El Pais* 24.4.1980). Plusieurs hauts fonctionnaires répondent positivement à son appel. Le COSEP emboîte le pas et présente une série d'exigences à la Junte — formée actuellement par trois membres du FSLN — et à la direction du FSLN. Des négociations sont engagées. Washington riposte immédiatement et menace de rompre les relations avec Managua si « l'engagement du gouvernement du Nicaragua en faveur du pluralisme est abandonné par les autorités nicaraguayennes ».

Les médias contrôlés par le FSLN critiquent sévèrement Robelo, Humberto Ortega stigmatise ainsi les mobiles de la tête de file du MDN : « il n'a pas pu s'identifier avec un projet politique, qui restreint l'enrichissement illimité au Nicaragua et bénéficie à la majorité des dépossédés du pays. » (*El Pais* 25.4.1980). Pour l'instant, la direction du FSLN continue à clamer son attachement à l'économie mixte et au pluralisme.

Robelo a fait éclater le conflit dans un contexte marqué par des échéances importantes dans le domaine économique (coton et piétinement de la production industrielle), par le chantage à l'aide économique internationale et par les intentions de plus en plus précises de l'impérialisme américain de frapper un coup en Amérique centrale. (Les grandes manœuvres militaires doivent commencer incessamment dans la zone caraïbe). C'est un coup de semonce pour tenter d'obtenir des concessions et, dans ce cadre, réorganiser les forces qui s'opposent à la révolution.

Cette crise a pris logiquement la forme d'une rupture de la coalition au plan gouvernemen-

tal et d'un déchirement au sein de l'appareil d'Etat, c'est-à-dire là où se noue la situation particulière de dualité de pouvoir ouverte par la victoire de juillet 1979. (5)

Dans les réponses immédiates du FSLN au COSEP, l'important sera moins les affirmations générales sur l'économie mixte que le type d'incidence d'un accord qui influencerait négativement sur l'activité des masses laborieuses et donc sur l'évolution des rapports de forces entre les classes. L'issue de la crise dépendra avant tout du prolongement des mobilisations de masse, de la consolidation de l'organisation syndicale des travailleurs et des paysans et du développement des initiatives de contrôle contre le sabotage. Tout ceci renvoie à l'élargissement comme à la centralisation des diverses instances d'auto-organisation des masses, à leur expression au niveau du Conseil d'Etat comme à la fonction réelle future de cet organisme. La préparation militaire contre une offensive réactionnaire est depuis longtemps au centre des préoccupations du FSLN.

La crise gouvernementale et institutionnelle provoquée par le départ de Chamorro, Robelo et leurs alliés peut conduire, selon le type de réplique du FSLN et du mouvement de masse, à un pas décisif vers l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan. □

25.4.1980

NOTES

- 1) Voir « Inprecor » numéro 72-73 - 20 mars 1980.
- 2) Voir les articles de Livio Maitan dans « Rouge » du 11-17 avril 1980.
- 3) Voir « Inprecor » numéro 72-73 et « Rouge » du 11-17 avril.
- 4) Les directions de la CUS (Confédération d'unification syndicale) et de la CTN (Confédération des travailleurs nicaraguayens) sont opposés à une centrale unique. La CAUS (Confédération d'action et d'unification syndicale) fut à la tête d'une série de grèves, dans la dernière période.
- 5) Voir la résolution adoptée par le XI^e congrès mondial, publiée dans le numéro spécial d'« Inprecor » (hors abonnement). Une prochaine édition d'« Inprecor » publiera un article de fond faisant le point sur la situation au Nicaragua.

Sandinisme ou «démocratisme»

46 ans après Sandino, le sandinisme révolutionnaire, aujourd'hui au pouvoir, réaffirme les principes de la Révolution populaire sandiniste. La lutte idéologique est une tâche permanente au sein de l'organisation révolutionnaire. Elle devient plus urgente encore quand surgissent sous une forme rajeunie des courants idéologiques qui tentent de «réviser» Sandino aux dépens de notre héritage historique. C'est ce que recouvre précisément le «démocratisme», c'est la dernière tentative en date de réviser Sandino pour le fondre dans l'idéologie libérale bourgeoise en faisant abstraction du caractère de classe et anti-impérialiste du sandinisme dont la synthèse s'exprime dans la lutte révolutionnaire qu'ont menée les masses et leur avant-garde, le FSLN.

Les militants sandinistes et tout le peuple de Sandino doivent continuellement reprendre la lutte idéologique sans céder le moindre pouce face aux prétentions du «démocratisme» et des autres courants idéologiques.

C'est pour contribuer à forger l'armement des masses en vue de cette lutte que le Secrétariat national à la propagande et à l'éducation politique du FSLN tient à mettre l'accent sur certains aspects de nos positions. La discussion collective et leur enrichissement militant seront indispensables pour réaffirmer les principes de la Révolution populaire sandiniste. Avec cette contribution que nous publions et par la pratique révolutionnaire de nos militants, nous remettons le «démocratisme» à sa place.

«Il ne s'agit pas seulement de changer les hommes au pouvoir, mais de changer de système, de renverser les classes exploiteuses et d'assurer la victoire des classes exploitées.» (Commandant Carlos Fonseca, dirigeant de la Révolution)

1.— LE FSLN, AVANT-GARDE DE LA REVOLUTION

L'hégémonie du sandinisme, qui se développe aujourd'hui à travers toute notre patrie et qui représente la force politique dominante du processus révolutionnaire ne peut être comprise ou expliquée si l'on aborde Sandino comme une idée abstraite ou si l'on sépare le mouvement sandiniste de 1927-1934 de tout le processus révolutionnaire.

Sandino est, avant tout, une ligne politique, militaire et idéologique, un exemple dans l'action qui n'ont été suivis, défendus et développés jusqu'à leurs ultimes conséquences que par le Front sandiniste de libération nationale, et lui seul, unique dépositaire des luttes, de l'héritage historique et de la conduite révolutionnaire de notre peuple. C'est pour cela que le FSLN a été et continue d'être l'unique alternative révolutionnaire des enfants de Sandino.

Le FSLN est l'avant-garde, parce qu'il surgit des racines de la patrie, de l'armée ouvrière et paysanne de Sandino, de la guerre populaire anti-impérialiste, de la conscience de classe du mouvement sandiniste et de sa stratégie armée révolutionnaire. Il est à la fois le continuateur d'une ligne historique, des luttes anti-interventionnistes et anti-oligarchiques du siècle passé, des luttes de Zeledon; en définitive le FSLN est la continuité historique des luttes de notre peuple.

C'est le peuple et son avant-garde qui, au prix des massacres, de l'héroïsme, des morts et des sacrifices, firent ressurgir Sandino de l'oubli et du silence dans lequel prétendaient le confiner les oligarchies libérales, conservatrices et les autres forces dominantes même inorganisées.

Le Front sandiniste constitue l'avant-garde, non seulement

parce qu'il exprime fidèlement ce que fut Sandino et son Armée de défense, mais parce qu'il a été l'artisan de la victoire, la synthèse organique et politique de cinquante années de flux et de reflux de la lutte sandiniste, des souffrances et des conquêtes révolutionnaire de notre peuple.

L'héritage de Sandino n'appartient pas à un groupe. Il appartient à tous. Mais seuls les ouvriers et les paysans ont repris à leur compte cet héritage et en ont fait le symbole et le drapeau de leur lutte, et seule leur avant-garde, le FSLN, a converti cet héritage pour tracer le chemin qui mène à la victoire.

Le combat sandiniste se poursuit dans les tâches de la Révolution populaire et aujourd'hui comme hier, l'héritage politique de Sandino reste actuel et valide pour tous les secteurs politiques qui sous la direction de notre avant-garde veulent participer à la révolution.

Mais Sandino n'est pas seulement un idéal, c'est une réalité que les ouvriers et les paysans concrétisent jour après jour, guidés par leur avant-garde sandiniste dans le développement de la révolution populaire.

Au Nicaragua les autres forces patriotiques ont également le droit d'aspirer à faire leur le sandinisme que jusqu'à présent

seuls les ouvriers, les paysans et leur avant-garde ont assumé par leur lutte héroïque. Mais ils doivent comprendre qu'ils ne pourront adapter ou subordonner le sandinisme à leur propre projet politique, parce que celui-ci exprime les intérêts des ouvriers et des paysans auxquels il revient de diriger les secteurs patriotiques et non pas d'être dirigés par une autre force sociale.

2.— L'AVANT-GARDE, LES TRAVAILLEURS ET LEURS ALLIES, DANS LA LUTTE CONTRE LA DICTATURE

Le titre d'avant-garde est un titre honorifique qu'une organisation révolutionnaire gagne dans la lutte, au cours de tout un processus, en menant les masses qu'elle représente d'abord à la prise du pouvoir politique puis à sa consolidation.

Dans la lutte contre la dictature, il n'y a eu qu'une seule avant-garde : le FSLN. Ce rôle, il l'a conquis au cours de vingt années de lutte ininterrompue contre la dictature au profit des travailleurs des villes et des campagnes. La force irréfutable des faits parle d'elle-même.

Alors que les «opposants» traditionnels trompaient le peuple avec de fausses revendications pour obtenir une parcelle du pouvoir aux côtés du dictateur et pour leur seul profit, le FSLN, même lorsqu'il n'était qu'une force embryonnaire armée essentiellement de la force de la raison, de la justice, des principes révolutionnaires et de sa confiance dans les travailleurs, indiquait le chemin de la libération nationale. Ainsi, par l'exemple quotidien de son action, dans les conditions les plus difficiles, par la démonstration pratique de sa clairvoyance et de sa capacité de direction, il s'est enraciné définitivement dans le cœur de notre héroïque peuple travailleur pour ne finir par former qu'une seule force, une unité indestructible : le pilier fondamental de notre Révolution populaire sandiniste.

C'est après que vinrent les alliés, ceux qui parce que la dictature ne représentait plus leurs intérêts et face à la démonstration de force du mouvement populaire se virent con-

traints d'agir contre la dictature. Leur action coïncida alors avec les objectifs du FSLN et des travailleurs.

C'est grâce à la politique correcte du FSLN qui visait à rassembler toutes les forces anti-dictatoriales sur un programme unique, démocratique et anti-impérialiste que les secteurs progressistes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie se convertirent en alliés des travailleurs pour renverser la dictature.

Il en découle que les alliés qui se sont décidés à accompagner les travailleurs sur le dernier bout de chemin jouèrent, si l'on veut, un rôle important, mais non un rôle décisif. Ce rôle décisif est réservé historiquement aux forces fondamentales — celles qui ont versé leur sang sur les barricades, dans les tranchées, dans les montagnes, aux travailleurs des villes et des campagnes; ceux pour qui le FSLN est l'instrument politique le plus avancé, l'avant-garde, la direction politique et militaire de la Révolution.

3.— NATIONALISME ET ANTI-IMPERIALISME

Le nationalisme est l'une des autres valeurs du sandinisme. Mais à l'époque de l'impérialisme, un nationalisme qui ne serait pas anti-impérialiste ne saurait favoriser les intérêts du peuple.

La souveraineté d'un peuple ne se discute pas, mais se défend les armes à la main, disait notre Général des Hommes Libres.

Mais dans l'histoire du Nicaragua il y eut beaucoup de citoyens et d'organisations qui discutèrent de notre souveraineté autour de moult tables de négociations.

Après Sandino et avant la naissance du FSLN, aucune organisation, aucun parti politique ne fut capable de défendre notre souveraineté. Parce qu'aucun d'entre eux n'osa s'affronter réellement à l'impérialisme nord-américain. Personne ne peut nier que le nationalisme de Sandino avait un contenu et une pratique anti-impérialistes. Le premier mouvement sandiniste au Nicaragua (1927-1934) se proposait d'expulser l'impérialisme de notre sol et y parvint.

Après Sandino et avant le FSLN, il n'y eut que des partis et des mouvements conciliateurs et prêts à pactiser.

Nous voulons qu'il soit bien clair qu'il ne peut ou qu'il ne devrait pas exister de situations ambiguës : soit l'on est nationaliste, anti-impérialiste et en faveur des intérêts populaires, à l'égal des sandinistes du FSLN, soit l'on est «nationaliste», en faveur de l'impérialisme, et, partant, opposé aux intérêts populaires et dans ce cas, on ne peut se dire sandiniste. Le cas le plus typique d'un tel nationalisme était la couverture patriotarde du somozisme.

On n'empêche personne dans ce pays de vouloir être nationaliste. Même si c'est un nationalisme de la dernière heure, du moment que ce nationalisme se prononce en faveur des intérêts des travailleurs, que ce n'est pas un nationalisme qui ne sert qu'à légitimer l'opportunisme d'un mouvement ou d'un parti.

4.— LE SPECTRE DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Indépendamment des différentes formes que prend le cours de la lutte historique des classes opprimées pour leur libération, tous les mouvements progressistes et révolutionnaires sont confrontés au dilemme

réforme ou révolution; et entre les deux il y a le spectre de la propriété privée.

Ce fantôme est aujourd'hui de nouveau brandi démagogiquement pour semer la terreur et le doute, afin de s'assurer et de gagner la clientèle politique des classes moyennes et de la petite-bourgeoisie.

Affirmer qu'il est nécessaire de défendre la propriété privée des biens de consommation les meubles, l'habitation, les réfrigérateurs ou les ustensiles de cuisine, ce n'est pas autre chose que de tenter d'agiter de façon ridicule ce vieux fantôme alors que cette révolution, et toutes les autres, ont non seulement défendu la propriété privée de ces biens mais ont au contraire tenté d'en permettre l'accès à tous; non seulement à la petite

bourgeoisie, mais aussi aux ouvriers et aux paysans.

Non seulement la révolution réaffirme le bien-fondé de cette forme de propriété privée, mais cherche à l'élargir à tous les secteurs et toutes les classes sociales de la société nicaraguayenne.

Les objectifs de la révolution sont de lutter pour garantir le bien-être social de tous les travailleurs.

Au lieu du bidonville, l'habitation décente et humaine; remplacer la terre battue par le lit auquel a droit le travailleur qui produit la richesse sociale; aménager la vie, libérée de toute oppression, en mettant à sa disposition les ustensiles qui permettent de rendre sa vie, et celle de sa famille, commode et agréable.

5.— LIBERTE BOURGEOISE OU LIBERTE POPULAIRE

Quand Somoza exploitait et massacrait le peuple, il le faisait toujours au nom des «*principes sacrés de la liberté*». En bon libéral, il défendit à mort sa liberté d'imposer, avec l'appui de l'impérialisme, un système de domination et d'exploitation contraire aux intérêts du peuple. Il expropria ainsi les paysans pour qu'ils aient la «*liberté*» de vendre leur force de travail à qui voulait l'acheter. Il maintint le peuple dans l'ignorance pour garantir sa «*liberté*» de décider s'il voulait être éduqué ou non. On donna la «*liberté*» aux capitalistes et aux grands propriétaires terriens d'exploiter le peuple comme ils l'entendaient. On réprima les organisations qui représentaient les intérêts de classe des masses, soi-disant pour que celles-ci puissent choisir «*librement*» si elles voulaient s'organiser, sans être «*manipulées*». La culture, l'information et l'idéologie qui représentaient le point de vue des opprimés furent réprimées sous prétexte de défendre la «*liberté*» de ce même peuple.

Les conservateurs n'ont jamais réclamé autre chose, sinon qu'ils voulaient, eux, encore un peu plus de «*liberté*» pour

exploiter le peuple et que Somoza les en privait.

On a toujours parlé à notre peuple de la «*liberté*» comme quelque chose de pur et d'abstrait, qui aurait toujours existé sous la même forme, afin de cacher la connotation de classe de ce concept. Mais avec la Révolution populaire sandiniste, ces vieilles histoires sont à jamais révolues. Les masses comprennent aujourd'hui que la liberté n'est pas quelque chose dont il suffit de prononcer le nom pour qu'elle existe, mais qu'elle peut signifier dans les faits deux choses diamétralement opposées, selon le point de vue où l'on se situe. Il n'existe pas pour les masses une liberté abstraite qui serait sacrée en soi, parce que la seule chose qui est réellement sacrée, ce sont leurs propres intérêts de classe et les principes de la Révolution populaire.

La liberté bourgeoise n'a rien à voir avec la liberté populaire qui reflète les propres intérêts objectifs du peuple sur le droit de s'organiser et de s'armer (politiquement, militairement et idéologiquement) comme classe afin d'imposer le projet historique de société qui correspond à sa nature de classe majoritaire. Et face à la liberté

populaire qui est fondée sur les intérêts de l'immense majorité du peuple, ce serait une manœuvre grossière et éculée de vouloir imposer au peuple une conception sacrée de la liberté abstraite. Ce serait un artifice idéologique issu de tout un passé d'exploitation et qui tenterait de le faire perdurer, même sous une forme remise au goût du jour.

La Révolution a déjà défini clairement dans quel contexte la liberté doit être conçue. Et l'heure est venue de donner aux mots leur véritable sens. Tenter de le cacher par des subterfuges, c'est porter atteinte aux intérêts du peuple.

6.— L'EDUCATION EST UNE LIBERATION, PAS UNE DOMESTICATION

Jusqu'au triomphe de la Révolution, l'éducation était au Nicaragua un privilège de classe qui maintenaient les grandes masses exploitées du pays dans l'ignorance, les soumettant à la manipulation politico-idéologique et à la domestication la plus criminelle qui soit. L'éducation constituait un privilège de classe non seulement du fait que la grande majorité des gens n'y avait quasiment pas accès, en raison de leurs conditions économiques d'exploités, mais aussi de par le contenu même du système éducatif, élaboré pour reproduire l'idéologie des classes dominantes et renforcer les bases de la reproduction des rapports économiques d'exploitation. Comme dans toutes les sociétés capitalistes, c'était le rôle dévolu au système d'éducation, en liaison avec les autres institutions idéologiques de l'Etat (moyens de communication, appareil culturel, etc.).

L'éducation, en effet, n'a jamais été neutre ou pure. On n'a jamais non plus consulté les pères de famille sur le type d'éducation qu'ils désiraient pour leurs enfants.

Ce sont là des arguments de charlatans. On ne peut pas camoufler le contenu de classe de l'éducation avec une phrase en l'air alors que, dans les faits, il est prouvé que l'éducation est une nécessité objective du système pour survivre.

Avec la victoire de la Révolution et l'arrivée au pouvoir des classes exploitées, cette situation a radicalement changé. La nouvelle réalité socio-économique, les nécessités objectives du processus révolutionnaire et les intérêts de classe de la majorité exigent un nouveau système d'éducation qui ne serve pas à couvrir l'exploitation et à la faire apparaître comme normale, mais au contraire qui serve à dévoiler aux yeux des exploités l'exploitation, pour les libérer et leur fournir un instrument qui leur permette de devenir des sujets actifs de leur propre histoire.

S'il y a bien quelque chose qui peut exprimer la prise du pouvoir réel par les exploités, c'est leur capacité technique et politique de diriger consciemment la société sur de nouvelles bases économiques. Et le nouveau système éducatif devra jouer un rôle fondamental pour en créer les conditions.

La croisade pour l'alphabétisation qui est sur le point de débiter n'est que le premier pas décisif dans cette voie.

Et le contenu politico-pédagogique de la campagne

est précisément fourni par la nécessité impérieuse de rompre avec la domestication à laquelle ont été soumises les larges masses et la jeunesse de notre pays. On peut domestiquer un peuple ignorant, divisé et désorganisé pour qu'il accepte tranquillement l'exploitation et l'idéologie de ses exploités. Mais personne ne peut subjuguier un peuple organisé et conscient de son rôle historique. On ne continuera pas d'exploiter notre peuple au nom de la prétendue «liberté» qu'il aurait de continuer d'être ignorant et exploité.

Cela, ce n'est pas la liberté, mais une déclaration de guerre criminelle contre le droit du peuple à sa libération. Avec l'alphabétisation non seulement les larges masses paysannes analphabètes vont se libérer, mais aussi les milliers de jeunes qui étaient hier domestiqués pour assumer comme des moutons l'idéologie de la classe dominante afin de reproduire le système d'exploitation.

Et quelles que soient les oppositions, nous allons faire l'alphabétisation pour libérer le peuple.

7.— UNE SEULE CLASSE OUVRIERE, UNE SEULE ORGANISATION SYNDICALE

Le renversement de la dictature, qui fut le produit de l'action révolutionnaire des masses et de leur avant-garde, a ouvert la voie historique par laquelle les travailleurs, les paysans et les autres secteurs du peuple opprimé peuvent se mettre debout et impulser leur propre projet politique et socio-économique. C'est pour cela que les travailleurs sont les principaux protagonistes de la construction d'un Nicaragua nouveau.

Cette réalité historique secoue jusque dans leurs tréfonds les ennemis du peuple et les pousse à développer les formes les plus variées de diversion idéologique, au sein de notre classe ouvrière, pour la diviser et empêcher la classe d'acquiescer sa cohésion organique et politique.

Les vocables de «démocratie syndicale» et de «pluralisme idéologique» cachent l'intérêt

qu'ont les ennemis de nos travailleurs à les maintenir atomisés pour empêcher leur unité monolithique, organique et politique.

La classe ouvrière nicaraguayenne, comme dans le reste du monde, est une seule classe. Les intérêts des ouvriers de notre pays, quelle que soit leur place dans la production, indépendamment du fait qu'ils travaillent à *Fabritex*, à *El Caracol*, à la *Standard Steel* ou dans une unité agricole de production, sont les mêmes, l'idéologie est la même, leur organisation syndicale — comme instrument de la lutte de classe — la même. Des valeurs comme la «démocratie syndicale» et le «pluralisme idéologique» sont hors de propos s'il s'agit, en opposant la liberté d'organisation syndicale au projet d'unité ouvrière qu'avance la Révolution, de chercher à fragmenter

la classe, à la diviser en autant de petites parcelles que les organisations syndicales peuvent en créer dans le pays. La dispersion organisationnelle de la classe ouvrière n'est pas l'expression de la démocratie prolétarienne mais bien le produit de la structure même du capitalisme qui oppose au capital le travailleur individuel. C'est une politique d'oppression que l'impérialisme a impulsée, avec l'aide de ses alliés, afin de désarticuler la volonté de nos ouvriers en une gamme multiforme de petites parcelles syndicales qui forment ainsi un obstacle à leur développement classiste et révolutionnaire.

Seule la lutte révolutionnaire des masses, seule l'initiative créatrice des ouvriers et des paysans est capable de faire triompher les objectifs des travailleurs. La véritable démocratie syndicale correspond alors à l'impératif historique de forger un seul instrument unique, organique, politique et de classe pour les travailleurs.

8.— REDISTRIBUTION OU REVOLUTION

Le capitalisme a eu recours au petit jeu de la répartition d'une partie des profits des entreprises entre les travailleurs pour freiner la lutte de classes.

Les capitalistes s'imaginent un monde dans lequel, en redistribuant cinq pesos de leurs profits à chaque travailleur individuel, ils vont obtenir cet équilibre ardemment désiré entre la «justice et la liberté». Peut-être même que la charité patronale pourrait donner de meilleurs fruits si le fait n'était pas que le monde réel est radicalement différent. Dans le monde réel, leurs désirs ne coïncident pas avec les réalités du fait des contradictions du système, et les travailleurs n'agissent pas comme une somme d'individus, mais comme une classe organisée autour de son idéologie propre.

Le sandinisme a rendu les travailleurs conscients qu'ils ne doivent pas se vendre pour quelques pesos. Le pouvoir politique des classes travailleuses ne pourra pas être échangé, même

contre la totalité des profits d'une entreprise. Ce qui est important, c'est de participer aux décisions de l'entreprise et, ce qui est encore plus important, c'est de participer aux décisions économiques et politiques qui sont prises au niveau de toute la société.

Les redistributions, comme les réformes, pour radicales qu'elles soient (comme celles du Salvador), ne peuvent remplacer le pouvoir révolutionnaire des masses populaires. Et écoutez bien : quand nous parlons de Révolution, nous parlons de la participation organisée des travailleurs à la construction d'une

société qui en finisse avec les inégalités et l'exploitation.

La redistribution ne doit tromper personne, surtout lorsqu'il s'agit d'un mécanisme populiste qui sert, comme si nous étions encore au temps de Somoza, à échanger des votes contre des cordobas.

Le modèle le plus avancé de développement du capitalisme est celui qui obtient que les travailleurs limitent la démocratie à l'enceinte des usines ou des entreprises. Il règle l'exploitation pour préserver l'exploitation.

décapitalisation des entreprises, qu'on sabote la production ou qu'on réalise des actions contre la Révolution. Cela porterait atteinte indiscutablement à la majorité de la société, au droit de tout un peuple de forger sa liberté, de sortir de la misère et de l'exploitation. De la même façon que notre Révolution respecte la liberté individuelle de culte et d'opinion, elle garantit le maintien de la famille et le droit qu'ont les parents sur leurs enfants, un droit qui ne va pas sans obligations à leur égard et sans respect des droits des enfants eux-mêmes. En effet, les jeunes Nicaraguayens ont démontré, par leur exemple et leur participation massive à la lutte, suffisamment de maturité pour ne pas être manipulés. Ils savent comment défendre leurs propres droits, les droits de la Révolution populaire sandiniste.

9.— LA REVOLUTION SANDINISTE GARANTIT LES VALEURS INDIVIDUELLES

Nous l'avons dit à de nombreuses reprises, nous le disons maintenant et nous le disons lorsque nous luttons avec acharnement contre la dictature : le FSLN, avant-garde indiscutable de cette Révolution, garantit la pratique individuelle de toutes les valeurs et croyances, de toutes les religions. Nous sommes respectueux de ces croyances, et nous ne cesserons de l'être. Au Nicaragua, la liberté existe, une liberté qui ne porte pas préjudice aux intérêts du peuple, aux intérêts de notre Révolution. Mais ce que la Révolution populaire sandiniste n'acceptera jamais, c'est que la pratique politique organisée de ces opinions se fasse contre la

Révolution. Ce que nous ne permettrons jamais, c'est que la contre-révolution puisse être menée au nom de la liberté de culte, de croyance et de valeurs religieuses. Ici chacun peut aller sans crainte dans ses églises, mettre en pratique ses convictions religieuses. Et personne ne lui demandera comme préalable, pour qu'il s'organise dans un syndicat, une coopérative ou un parti politique, qu'il dise quelle est sa religion. La pratique religieuse est une activité privée par rapport à l'Etat. Mais notre Etat ne pourra pas permettre qu'au nom de la religion, on maintienne les travailleurs dans la misère, qu'on organise la

10.— LA PATRIE LIBRE OU LA MORT

«Patrie libre ou mourir», qui signifie la liberté ou la mort dans la lutte de nos travailleurs et du FSLN pour exercer le droit collectif à leur émancipation politique, économique et sociale, sans entrave de l'impérialisme et de ses alliés locaux, est la plus haute expression de l'héritage classiste de la pensée et de l'action du général Sandino et de son armée d'ouvriers et de paysans.



Les milices populaires sandinistes

C'est cette patrie pour laquelle Sandino a lutté. C'est pour son héritage que le FSLN, comme guide politique, militaire et idéologique de notre Révolution, conduit et dirige les ouvriers et les paysans dans la construction de la nouvelle société.

Ce n'est pas la patrie que Somoza et ses séides ont mis en avant pour réprimer dans le sang le peuple. Ce n'est pas la patrie où des opportunistes tentent de réviser la pensée sandiniste pour se constituer des clientèles politiques. Ce n'est pas une phrase qui symbolise l'héritage de Sandino mais la pratique concrète de cette petite armée insensée qui, dans un contrefort de Las Segovias,

lutta pour la libération du peuple. Cet héritage se concrétise aujourd'hui chez les enfants de Sandino, chez les combattants et les militants du FSLN, dans le peuple sandiniste et révolutionnaire.

Dans le langage de nos ouvriers et de nos paysans, la patrie que nous construisons aujourd'hui est une patrie libre de toute exploitation et de toute domination impérialiste, une patrie avec une direction populaire, démocratique et internationaliste dans laquelle nos ouvriers et nos paysans assurent la sauvegarde de nos richesses et de nos ressources naturelles au profit des grandes majorités dépossédées. Une patrie où les valeurs nationales sont respec-

tées, où les travailleurs, les armes à la main, défendent la richesse sociale qu'ils produisent par leur effort. En résumé, une patrie qui recueille l'héritage programmatique et politique de Sandino et de son armée gardienne de la souveraineté nationale. Sandino n'a jamais prêté ses mots d'ordre à la bourgeoisie, parce que *«seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout, seule leur force organisée remportera la victoire»*.

Patrie libre ou mourir

Extrait de BARRICADA du 14 mars 1980 □

Entretien avec Jaime Wheelock :

«La réforme agraire et le rôle des petits producteurs»

L'AVENIR de notre Révolution dépend en grande partie de l'effort que nous réalisons à la campagne. Plus de 100 000 familles paysannes et près de 300 000 travailleurs agricoles ont commencé de s'organiser.

Poder Sandinista a réalisé une interview avec le camarade Jaime Wheelock, qui parle du processus de transformation de l'agriculture nicaraguayenne.

QUESTION. — Quelle est la politique qui est développée pour faire face aux difficultés des petits producteurs ?

— Les paysans producteurs sont nombreux. Il n'y a pas moins de 100 000 petits exploitants, concentrés dans les zones de Matagalpa, Jinotega, Las Segovias et dans les départements de Granada, Managua, Carazo et Masaya. Nous pouvons diviser ces petits producteurs en deux secteurs ; l'un qui produit pour le marché intérieur, essentiellement des céréales et légumes secs de première nécessité, et l'autre pour l'exportation : café, coton et canne à sucre.

Les petits producteurs de céréales et de légumes secs sont essentiellement des «minifundistes» et des métayers. Leurs principaux problèmes sont l'accès au crédit, les circuits de commercialisation, la qualité des terres et les limitations structurelles de leur capacité de production qui se fait toujours dans un cadre inviduel ou familial.

Les petits producteurs qui produisent pour l'exportation ont des problèmes similaires : leurs crédits viennent du capital usurier, la commer-

cialisation est aux mains des intermédiaires et ils ont des terres de mauvaise qualité.

Dans les deux cas, on se trouve confronté à toute une histoire de misère et de retard culturel, qui se combine à une énorme absence d'organisation qui les a empêché de défendre leurs intérêts.

Q. — Quel est le rôle du Conseil national de soutien à la petite production ?

— Ce Conseil national a été organisé pour coordonner toute l'action de l'Etat qui concerne le petit producteur et qui peut satisfaire certaines de ses revendications les plus urgentes.

Le Conseil national d'appui à la petite production représente un saut qualitatif en ce qui concerne le développement des programmes agricoles et la lutte contre le problème de la division entre divers organismes de tutelle dont a hérité l'Etat révolutionnaire. Ensuite, il permet de définir une politique commune pour la campagne, d'uniformiser et de rendre cohérente la politique en matière de crédits, de technologie, d'organisation, de terres.

Troisièmement, il permet d'harmoniser une politique agraire et de développement de la petite production.

Ce Conseil sera composé de l'INRA, qui coordonne les programmes et qui se charge de définir les lignes générales sur l'utilisation de la terre et les modèles de production par le biais de ses directions régionales. Au niveau opérationnel, l'INRA interviendra par le biais du PROCAMPO qui jouera un rôle organisateur

et assurera l'appui technique. La Banque nationale de développement participera également à ce conseil et contribuera, avec son appareil technique et financier, à mettre en œuvre les programmes agricoles. Il y aura l'ATC, qui est l'instrument de base d'organisation des petits producteurs, du point de vue syndical, comme du point de vue des unions associatives. C'est important de le signaler parce que nous ne voulons pas que ce type de fonction soit pris en charge par des appareils bureaucratiques de l'Etat. Enfin, il y a l'ENABAS qui est chargé de coordonner les prix payés au producteur, de commercialiser ses produits et d'assurer les fournitures au petit producteur.

Ainsi, c'est un seul et unique organisme qui est chargé de la terre, de l'organisation, de la production, de la fixation des prix et de la commercialisation des produits.

Q. — Certains secteurs ont prétendu revendiquer à leur compte la représentation des petits producteurs. Quelle est la place des petits producteurs dans cette révolution ?

— Ici il y a une Révolution. La Révolution se fait en défense des intérêts de la paysannerie et la paysannerie a intérêt à appuyer fermement les programmes de réforme agraire.

Les institutions de l'Etat luttent pour briser tous les mécanismes d'exploitation, de spoliation et d'oppression dont souffrent les paysans. Comment ? par l'accès à la terre, la politique des prix, le crédit. Le nouvel Etat révolutionnaire développe tout un effort pour modifier le rapport qui existait auparavant entre la ville et la campagne, lorsque tout était drainé des campagnes vers les villes au profit des couches dirigeantes.

Aujourd'hui, c'est le contraire. Nous imposons fortement le commerce extérieur pour y trouver des sources de financement externe en faveur des petits producteurs et arroser ainsi la plante qui avait toujours été laissée à sec.

Q. — Quelle est l'étape actuelle de la réforme agraire ?

— Nous avons entamé d'un bon pied la réforme agraire en modifiant les rapports internes de production dans le secteur étatique. L'axe de notre travail a été de transformer ceux qui n'étaient auparavant que des salariés agricoles en producteurs directs de la richesse sociale.

La forme particulière qu'a prise la réforme agraire, avec une avalanche de terres à prendre en charge, nous a contraints de faire un très grand travail d'organisation et d'administration.

La première étape, ce que nous pourrions appeler l'étape d'urgence, l'étape critique, a débuté immédiatement après la victoire et a duré approximativement jusqu'au mois d'octobre.

La Junte de gouvernement expliqua qu'il fallait produire des céréales et des légumes secs, de première nécessité, qu'il fallait mettre en culture toute cette terre pour éviter une catas-

trophe économique. Il fallait sauver la production et nous avons commencé avec la Banque nationale de développement à accorder des crédits, souvent sans respecter les normes bancaires.

Après octobre est venue l'étape d'organisation, de rationalisation et d'administration, qui s'est achevée à la fin janvier. Nous avons fait un grand effort d'organisation institutionnelle pour modifier les rapports de production et mettre fin aux formes d'exploitation dans les campagnes. Nous sommes parvenus à organiser l'appareil de l'INRA et nous organisons également les complexes de production. Nous pensions au début qu'ils regrouperaient près de 1000 unités de production, alors qu'ils en structurent aujourd'hui plus de 2000.

Nous pourrions dire que la troisième étape est celle de la planification programmée. Nous réalisons un relevé global de tous les détails de la production et nous élaborons un plan technique pour l'année 80 qui correspond au Plan de Réactivation.

Q. — Comment le petit producteur a-t-il participé au processus de Réforme agraire ?

— Au cours des six premiers mois, nous n'avons pas pu développer notre ligne en direction du petit producteur. Nous nous sommes astreints pour l'année 1980 à mettre en œuvre un programme d'aide au petit producteur que nous pouvons diviser ainsi : premièrement la distribution de terres aux paysans qui n'en ont pas et qui jusqu'ici ont été soumis à tous les types de spoliation. Cette distribution concerne les terres de l'INRA, les terres nationalisées et les terres qui seront achetées.

Deuxièmement, il y a le minifundio. Dans ce secteur nous allons chercher à constituer de grandes unités de production capables de subvenir aux besoins d'une famille ou mieux, d'un groupe de familles. Ce seront des coopératives de services ou l'exploitation de la terre va passer du stade individuel au stade collectif pour faciliter l'introduction de la technologie et de la mécanisation.

Troisièmement, nous pouvons mentionner l'aide à la petite production familiale par le crédit, l'assistance technique et la fixation de bons prix de commercialisation.

Enfin, il y a les programmes de colonisation et d'ensemencement des terres des domaines nationaux.

Q. — Quelles sont les bases de la politique de réforme agraire à cette étape ?

— La réforme agraire ne peut pas être imposée aux travailleurs agricoles et aux paysans. Nous ne pouvons pas obliger quelqu'un à s'intégrer dans une coopérative de production s'il ne le veut pas.

D'autre part, nous devons maintenir un équilibre entre nos plans de réforme agraire, orientés vers la constitution de coopératives de production et la nécessité de maintenir des ressources en force de travail suffisantes pour

subvenir aux besoins des cultures exportatrices.

Si nous accélérons le processus de prolétarianisation pour les cultures d'exportation, nous affectons la production destinée à la consommation intérieure; et si nous faisons passer les salariés agricoles au secteur paysan, nous portons un coup à l'agriculture d'exportation.

Nous pensons que les Unités de production de l'Etat (UPE) doivent utiliser une partie de leurs excédents pour donner du travail au plus grand nombre possible de travailleurs agricoles saisonniers. Pour notre part lorsque nous constituons des coopératives de production dans des zones où il n'y a pas de plans d'irrigation nous essayons d'obtenir que dans les clauses de constitution de ces coopératives on définisse la priorité pour leurs membres d'assurer avec leur force de travail salariée la récolte des cultures d'exportation.

C'est sous cette forme que nous parvenons à restaurer l'unité entre l'homme et la terre qui avait été brisée par le capitalisme qui a séparé l'homme de son moyen d'existence primordial. Nous allons rétablir cette unité, mais sous une forme supérieure à celle qui existait dans le passé, parce que c'est une forme sociale destinée à satisfaire les besoins de la nation.

Q. — Quelle est la situation actuelle des occupations de terres ?

— Tous les ans, il y a des occupations de terres. Cette année, avec la révolution, il n'y a pas eu ce que nous pourrions appeler un phénomène d'occupations. Il ne fait pas de doute que là où certains éléments refusent de reconnaître aux paysans leur droit de louer des terres ou d'occuper les terres en friche pour semer des céréales et des légumes secs, il y aura des problèmes.

Nous essayons de détecter les foyers de tension et nous l'avons fait à Léon, Esteli, Madriz et Masaya. Nous avons mis en oeuvre le décret d'expropriation des terres sous intervention de l'INRA pour que les gens se sortent de la tête que les occupations sont la voie par laquelle nous ferons la réforme agraire. A partir du moment où l'article 38 ne s'applique plus, les expropriations se feront avec indemnités, après que des études aient été menées sur les conditions géographiques des sols et d'utilisation de la terre. Nous cherchons à augmenter la production, étendre le marché interne et obtenir une stabilité politique et sociale prolongée qui permettra de faire coexister une petite production réformée en fonction d'une possession associative correcte, une moyenne production de type familial aidée par l'Etat et une production privée et étatique hautement productive qui serve à rapporter des devises grâce à l'exploitation rationnelle de la terre.

Q. — Un problème central de toute révolution est la rentabilité. Quelle est la situation de la réforme agraire ?

— Généralement, on considère la rentabilité sous l'angle du rapport entre l'investissement et le profit.

La rentabilité doit être une rentabilité sociale. Si pour obtenir des excédents nous oublions de nous préoccuper des salaires, des avantages sociaux des travailleurs, des problèmes de chômage produits par l'agriculture d'exportation, nous allons reporter sur la société un élément d'instabilité qui représente le coût de l'inefficacité sociale.

Nous préférons aborder sous l'angle social la question des excédents pour améliorer la rentabilité, l'équilibre de la société dans son ensemble.

Je vais vous donner un exemple. L'an passé, dans une unité de production de l'Etat, nous avons absorbé deux mille travailleurs en les occupant à réparer des clôtures, à fertiliser et à construire des maisons. Dans d'autres circonstances on pourrait considérer que ce n'est pas un travail rentable. Mais combien de problèmes avons-nous épargnés au pays en évitant que deux milles chefs de famille se retrouvent à la rue ?

Un programme de réforme agraire est très coûteux.

Il pousse à ce que dans un premier temps le travail ne soit pas rentable parce que le taux d'investissement est très élevé; tu dois construire des routes, des habitations et au moment de faire les bilans il est évident que la rentabilité est médiocre.

Dans les premiers jours de la révolution, nous nous sommes retrouvés avec la charge de plusieurs milliers d'unités de production et des problèmes innombrables.

Nous ne pouvions pas attendre deux ou trois mois le temps d'avoir un programme et nous avons couru le risque d'avoir des pertes. Il y en eut, mais les gens ont trouvé du travail, ils ont pris part à la production, il y eut un changement révolutionnaire et nous avons pu obtenir les produits nécessaires en grande quantité. Nous pensons, qu'avec toutes les limitations, il n'y avait pas d'autre façon de travailler et que cela a été correct.



L'existence de ce que nous pourrions appeler une aire de propriété sociale et une aire de propriété privée peuvent nous amener l'illusion qu'il existe effectivement deux secteurs de l'économie.

C'est faux puisque le Nicaragua n'est pas sorti des lois de la production commerciale. Cette situation nous pose des problèmes, elle suscite de la concurrence pour s'attacher les techniciens, des disputes sur la répartition des ressources financières et provoque des perturbations au niveau de la force de travail.

Q. — Et quelle est la situation de l'Administration publique ?

— Dans l'Etat et dans toute la société, nous avons des cadres politiques, des cadres révolutionnaires qui n'ont que peu de préparation technique et surtout peu de préparation aux tâches administratives. En revanche nous avons beaucoup de techniciens et d'économistes auxquels manque une plus grande préparation révolutionnaire.

Cette situation est à l'origine de vices, comme le bureaucratisme, le subjectivisme, des pratiques hégémonistes et institutionnalistes de gens qui défendent leurs institutions comme s'il s'agissait de leur propre chemise et peuvent de ce fait porter atteinte aux programmes révolutionnaires.

Le résultat, c'est le manque de sensibilité et la prise de distance des travailleurs, qui dans certaines unités agricoles ont abouti à des affrontements.

Au revers de la médaille il y a la tendance à vouloir tout résoudre à partir des structures de

l'Etat parce qu'on sait que c'est là que nous sommes forts. Cela nous coupe des solutions qui existent parmi les masses mobilisées et organisées, dans leur capacité d'organisation qu'ont les masses elles-mêmes pour combiner les divers facteurs de production, assurer une direction politique correcte et chercher des solutions concrètes dans le domaine de la production, de la distribution de la consommation.

Q. — Quelles mesures avez-vous prises dans l'agriculture pour résoudre ces problèmes ?

— L'effort que nous faisons pour l'organisation de la production est issu d'une certaine manière d'un travail centralisé qui pourrait nous amener à des manifestations bureaucratiques et à ne pas mettre à profit le grand potentiel productif et organisateur des masses. C'est dans ce sens que nous impulsions actuellement les réformes internes au sein des UPE et le développement des formes associatives dans lesquelles ce sont les masses qui développent leurs énergies créatrices.

Nous cherchons des formes concrètes pour assurer la participation des travailleurs à la gestion et à l'organisation des entreprises. Une de ces formes est le Conseil de production, avec participation syndicale dans la planification et l'administration des centres productifs. Dans ces Conseils seraient représentés les secteurs les plus importants d'une entreprise ou d'un domaine agricole. Il y aurait également les Assemblées de production pour consulter et informer tous les travailleurs. □

Poder Sandinista Numéro 20-21, 13 et 20 mars 1980.

Dossier Nicaragua

Les nouveaux plans de l'impérialisme pour l'Amérique centrale

NOUS publions un article publié le 8 avril dans la page éditoriale de *Barricada*.

Il est intéressant de noter l'appréciation sur le rôle que sont appelées à jouer les bourgeoisies latino-américaines, en particulier mexicaine et vénézuélienne, et des forces comme la démocratie-chrétienne ou la social-démocratie.

L'Amérique centrale revêt pour les Etats-Unis une importance essentiellement géopolitique. Dans ce contexte Carter après son arrivée au pouvoir a tenté de trouver une meilleure stabilisation, sous de nouvelles formes, de l'isthme. Alors que sa politique suscitait une certaine opposition active, y compris au sein du gouvernement lui-même, l'Administra-

tion Carter qui considérait qu'il n'y avait pas de danger immédiat pour les secteurs dominants de la région, s'est proposée de résoudre prioritairement l'affaire du Canal de Panama et secondairement de promouvoir des systèmes de «démocratie restreinte» en s'appuyant sur la rhétorique des droits de l'homme.

Cela a pris d'autant plus

de relief qu'une série d'opportunités d'appliquer une telle politique se sont présentées : l'élection présidentielle de 1977 au Salvador, celles du Guatemala et du Costa Rica au premier semestre 78, la succession de Somoza arrivant à échéance en 1981 et le remplacement de Romero prévu pour 1982 se combinaient à l'évolution annoncée par le Honduras et le Panama vers des systèmes démocratiques plus larges.

Cependant il y eut les fraudes électorales en faveur de Romero et Romeo Lucas, le coup d'Etat du général Policarpo Paz met en danger

la tenue des élections honduriennes et surtout le triomphe sandiniste brise le rapport de force au niveau de la région et relance parallèlement la lutte populaire au Salvador et au Guatemala.

Entre autre choses la victoire nicaraguayenne permet d'apprendre aux yankees que le système juridique servant à légitimer des interventions directes ne fonctionne plus comme l'a montré ce qui s'est passé à l'OEA. Ils s'aperçoivent que plus est que le système inter-américain de défense, et ses différents organismes, s'est révélé également incapable de pouvoir appuyer efficacement le somozisme -y compris le pacte régional concrétisé dans le CONDECA.

Mais le plus grave peut-être, c'est que les armées autochtones se révélèrent incapables de contenir les forces insurrectionnelles. Tout cela contraint l'Administration Carter à modifier sa politique dans la région.

Dans sa nouvelle définition, la politique américaine s'articule formellement autour de deux orientations. L'une d'elles, exprimée par le Département d'Etat explique succinctement :

a - que l'Union Soviétique, son ennemi stratégique, n'a pas intérêt à se retrouver «avec de nouveaux bébés d'un million dollars» dans les bras dans la région, occupée comme elle l'est sous d'autres latitudes.

b - il existe des forces politiques au Salvador, au Guatemala et même au Nicaragua -dans ce pays leurs possibilités sont plus réduites- qui sont prêtes à lutter pour mettre en œuvre des projets politiques fondés sur des «démocraties viables». C'est dans ce contexte que se situe le coup d'Etat du 15 octobre dernier au Salvador appuyé actuellement par les jeunes militaires et la démocratie chrétienne.

c - il faut chercher des alliés pour résoudre la crise en s'appuyant sur des pays comme le Mexique et le Venezuela ou le Pacte andin et en obtenant que la social-démocratie et la démocratie chrétienne soient les interlocuteurs les plus fiables pour les secteurs modérés ou supposés tels de la gauche.

d - tenter de contrôler plus efficacement les armées bourgeoises pour éviter leur évolution à droite trop poussée ou le surgissement de secteurs militaires qui voudraient aller plus loin que ce que désire le Département d'Etat.

Mais parallèlement il y a une autre ligne qui est également mise en œuvre et qui est soutenue par le Conseil national de sécurité, la CIA et bien évidemment par le Pentagone. Pour eux :

a - L'Union soviétique a un intérêt immédiat dans la région comme le montrerait l'action des Cubains.

b - Le processus sandiniste a une telle force et bénéficie d'un tel soutien qu'il n'est pas possible de le dévoyer. Ce qui fait qu'il faut combiner diverses formes de luttes pour l'étrangler (blocus économique, boycott de la production, opérations militaires et même guerre directe si les conditions le permettent.

c - L'alliance avec d'autres pays latino-américains a le tort d'éveiller dans ces pays des nationalismes dangereux et hégémonistes qui pourraient être utilisés par les forces de gauche centro-américaines.

d - Il découle de cela la nécessité de renforcer le pouvoir politique et militaire des forces armées bourgeoises pour qu'elles assurent la défense des intérêts impérialistes.

Ce débat tactique a commencé à être résolu dans la pratique et dans le contexte de «guerre froide» et d'insurrection en Amérique centrale, au profit de l'orientation prônée par le Pentagone. De ce point de vue on comprend le renforcement de l'armée salvadorienne, l'escalade répressive contre le peuple et finalement l'assassinat de Monseigneur Oscar Arnulfo Romero.

Mais la lutte populaire annonce la victoire et les morts préfigurent la résurrection dans cette longue marche vers la terre promise. □

El Salvador

Après la constitution du Front démocratique révolutionnaire

Michel ROVERE

Nous publions la fin de la plate-forme programmatique du Gouvernement démocratique révolutionnaire du Salvador.

Cette seconde partie du document confirme l'appréciation globale que nous avions pu por-

ter sur la première version qui nous était parvenue (cf. *Inprecor* Numéro 74).

L'ensemble de la démarche des quatre organisations qui composent la Coordination révolutionnaire de masse (l'UDN, le BPR, les FAPU et les LP 28) s'inspire de ce que fut la mé-

thode des sandinistes entre 1978 et 1979, pour passer des accords avec l'opposition bourgeoise anti-somoziste, et accélérer l'isolement au plan national et international de la dictature nicaraguayenne. Le contenu concret, pour le moment que revêt la plate-forme du GDR salvadorien est plus

radical, que les diverses propositions du Front patriotique national qui regroupait le FSLN et la bourgeoisie anti-somoziste.

A — Le point de différence le plus important est bien évidemment celui qui concerne les tâches de « destruction de l'appareil politico-militaire ».

Telles qu'elles sont précisées dans cette deuxième partie, ces tâches ne concernent pas seulement le « désarmement et la dissolution de l'ensemble des corps de répression » (point 3) mais aussi la dissolution de tous les « organes actuels de l'Etat (exécutifs, législatifs et judiciaires) ».

Il est prévu également d'abroger « la constitution et tous les décrets qui l'ont modifiée ».

B — Le programme économique du GDR va, là aussi, beaucoup plus loin que les déclarations des sandinistes dans la première moitié de 79, qui ne prévoyaient que d'exproprier les biens de Somoza et de ses séides.

Outre la nationalisation du système bancaire et financier et de l'essentiel de l'appareil productif, la nationalisation du commerce extérieur, une réforme agraire radicale ainsi que la réforme urbaine, la planification effective de l'économie s'inspirent directement de ce que furent les vagues de mesures successives des premières années de la révolution cubaine.

Ainsi que l'expliquait dans sa déclaration du 10 avril 1980 le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale : « *Pareil programme, plus radical que celui du FSLN dans la phase finale de la lutte contre Somoza ouvre clairement la perspective d'une révolution qui passe, sans discontinuité des tâches anti-impérialistes et anti-oligarchiques aux tâches anticapitalistes de la révolution. Un gouvernement qui appliquerait toutes ces mesures ne pourrait plus être au service des capitalistes et de la caste militaire mais serait un gouvernement qui défendrait les intérêts des ouvriers, des paysans et des autres couches exploitées. Les marxistes-révolutionnaires*

luttent de manière conséquente et sans compromis pour cette perspective, celle d'un gouvernement ouvrier et paysan sans patrons ni généraux. »

Le 19 avril dernier, la constitution d'un Front démocratique révolutionnaire a été annoncée.

Il rassemble les organisations de la Coordination révolutionnaire de masses, les différentes centrales syndicales du pays mais aussi des organisations politiques bourgeoises comme le Mouvement nationaliste révolutionnaire, qui est un petit regroupement de notables et de membres des professions libérales, liés à la la IIe Internationale, et surtout la « tendance populaire » de la démocratie chrétienne, qui vient d'être exclue de cette formation qui participe au gouvernement de la junte militaire, ainsi que la Fédération des petites entreprises. Toutes ces formations bourgeoises s'étaient regroupées dans un nouveau front démocratique dont la fusion avec la coordination a donné naissance au FDR. Le poste de secrétaire général de ce front a été dévolu au rejeton de l'une des 14 grandes familles de l'oligarchie salvadorienne Enrique Alvarez Cordova.

La constitution de ce front correspond bien sûr à l'état avancé de l'isolement de la junte militaire, au développement et à l'éclosion de la crise au sein de la Démocratie chrétienne, devenue encore plus évidente après l'assassinat de Mgr. Romero.

Pourtant on ne saurait réduire la constitution de ce Front à un épiphénomène, n'en dégauger unilatéralement que des conclusions optimistes sur l'isolement croissant de la junte. D'une part, parce qu'il est difficile de penser que ce qui s'est produit au Nicaragua l'an dernier va, bon gré mal gré, se reproduire au Salvador : c'est à dire que la bourgeoisie ou une fraction importante d'entre elle va cautionner jusqu'au bout l'assaut lancé contre la dictature par les forces révolutionnaires, épaulées et relayées par le soulèvement de masse et la grève générale. Il est impensable que les bourgeoisies centro-

américaines, la social-démocratie et à plus forte raison l'impérialisme vont soit soutenir, soit laisser faire. Non le Salvador ne sera sans doute pas une répétition du Nicaragua, précisément parcequ'il y a déjà eu pour la bourgeoisie salvadorienne et l'impérialisme le précédent du Nicaragua et que chat échaudé craint l'eau froide !

Le rapprochement des groupes bourgeois et de la Coordination révolutionnaire de masses n'a pour eux qu'une seule fonction : face à la polarisation de classe croissante, face aux échéances d'affrontements décisifs qui s'approchent, il s'agit pour tout un secteur de la bourgeoisie salvadorienne de sauver ce qui peut être sauvé, de tenter au travers d'un gouvernement de coalition avec des forces révolutionnaires, sinon de les convaincre et de les subjuger, au moins de préserver ce qui pourra être préservé de l'Etat bourgeois et en premier lieu de ses appareils armés.

En politique, à plus forte raison dans un processus révolutionnaire, toute l'Histoire démontre qu'on ne peut additionner arithmétiquement les forces politiques indépendamment de leur nature de classe; il s'agit au contraire d'un calcul algébrique, et en élargissant des alliances au delà des frontières des classes fondamentales en présence, on affaiblit plus qu'on ne renforce le dispositif de combat des travailleurs et des opprimés.

Face aux tâches, encore immenses, qui attendent les masses salvadoriennes et leurs organisations d'avant-garde pour affronter victorieusement l'impérialisme et la junte, il reste encore beaucoup de chemin à faire avant que puisse être lancée « l'offensive généralisée » contre le régime, l'insurrection finale.

Alors que paradoxalement, les organisations de l'extrême-gauche révolutionnaire salvadorienne disposent d'un soutien et d'une influence de masse organisés parmi les travailleurs des villes et des campagnes sans commune mesure avec ce dont disposait le FSLN en septembre 1978, l'un des points les

plus faibles du dispositif de la révolution est la faiblesse de l'auto-organisation.

Il existe des organismes syndicaux classistes, dominés par les organisations révolutionnaires, qui dépassent et de loin tout ce qui a pu exister au Nicaragua avant la chute de Somoza, mais l'unité d'action reste très fragile car il n'existe pas de structures d'unité d'action à la base analogues à ce que furent les Comités de défense civile dont le rôle fut décisif après l'écrasement des insurrections partielles de septembre 1978, pour la constitution des milices, l'organisation de la grève générale et de l'insurrection finale.

Par rapport à ces tâches et ces échéances centrales, *«il faut dire que tout bloc politique avec la bourgeoisie s'il servait à entraver la mobilisation et l'auto-organisation unitaires des masses pour réaliser ces tâches constituerait un frein et non un moteur de la révolution salvadorienne. Il faciliterait objectivement les efforts des classes possédantes pour substituer à l'appareil d'Etat de la dictature que les organisations révolutionnaires et les masses s'apprêtent à détruire, un appareil d'Etat bourgeois d'une autre forme»*. (Résolution du Secrétariat unifié du 10.04.1980).

Comme l'a montré le processus révolutionnaire au Nicaragua et ses derniers développements, l'une des questions clés est celle de la continuité de l'Etat bourgeois, au niveau de ses appareils répressifs, de ses appareils militaires.

En ce qui concerne l'armée, il est expliqué dans la plateforme du Gouvernement démocratique révolutionnaire qu'une nouvelle armée populaire sera créée et développée comme *«bras armé du peuple»*.

Toutefois l'une des clauses peut-être les plus importantes du point de vue de ses effets, est celle qui prévoit que pourront y être incorporés les éléments *«sans taches»* de l'ancienne armée, *«qui auraient refusé l'intervention étrangère et soutiendraient la lutte du peuple»*.

Dans l'esprit des organisations révolutionnaires, il s'agit

par là d'aiguiser la crise qui existe au sein des forces armées salvadoriennes, qui est une armée essentiellement professionnelle, et cette phrase a un sens éminemment tactique. Du point de vue des principes, il serait absurde de considérer que le caractère de classe d'une armée populaire ou d'une armée rouge serait conditionné, en soi, par l'intégration de quelques dizaines ou centaines d'anciens soldats, techniciens, gradés et officiers de l'ancien régime. La récupération et l'utilisation d'anciens officiers tsaristes dans l'Armée rouge fondée par Trotsky, l'intégration de quelques secteurs de l'ancienne armée de Batista (essentiellement la marine) dans l'Armée Rebelle de Fidel et du Che n'ont pas modifié la nature de ces armées composées d'ouvriers et de paysans et structurées pour assurer la défense de leurs intérêts de classe, comme devait le montrer la suite des événements.

Mais il n'est pas non plus possible d'oublier comment des secteurs bourgeois ou réformistes, pourraient être tentés d'utiliser cette clause pour assurer la continuité de l'Etat bourgeois en cas d'effondrement, sous le choc d'une insurrection, de la junte militaire. Et là encore, on ne peut manquer de se rap-
nicaraguayenne et derrière elle toutes les bourgeoisies et l'impérialisme misaient, jusqu'au 19 juillet 1979, sur le maintien d'une partie de la Garde nationale somoziste et sa fusion avec les colonnes sandinistes pour pouvoir continuer à disposer d'un instrument militaire propre.

L'épisode Urcuyo, le soulèvement final des masses ouvrières et plébéiennes de Managua, la prise du bunker et l'éclatement total qui allait suivre de la Garde nationale devaient rendre caducs ces espoirs. Mais on ne peut pas dire que telle n'était pas la perspective de la bourgeoisie nicaraguayenne pour assurer à son profit la continuité des institutions armées de l'Etat bourgeois.

A l'opposé de ce que peuvent être les pensées, les arrière-pensées, et les manœuvres de tel ou tel secteur de la bourgeoisie salvadorienne, il est im-

portant de noter qu'en dépit de la constitution du FDR, la Coordination révolutionnaire de masse, qui ne regroupe que des organisations ouvrières, réformistes (comme l'UDN qui est la couverture du PC pro-Moscou) et révolutionnaires, ne s'est pas dissoute. Qu'elle continue ouvertement et dans les faits à assumer la direction politique et militaire de l'opposition à la junte et que, par là, elle entend reléguer, au moins pour l'instant, la constitution du FDR à une simple opération tactique.

Le maintien de l'indépendance politique, militaire et organisationnelle des organisations révolutionnaires par rapport aux forces et courants bourgeois, leur volonté et leur capacité à continuer d'être l'unique direction réelle, sur leur programme, des ouvriers et des paysans sont évidemment des éléments de toute première importance, avec les formes concrètes et l'extension que prendront la dynamique sociale du mouvement de masse, le développement de l'auto-organisation, l'évolution du rapport de force politique et militaire entre les classes fondamentales et leur représentations organisationnelles, pour juger des effets de la constitution du FDR sur l'évolution de la crise révolutionnaire au Salvador.

Mais au-delà de ces appréciations, de ces débats, il y a une toute première tâche : arrêter le bras criminel de l'impérialisme qui s'apprête par un bain de sang au Salvador à tenter d'arrêter le développement de la Révolution dans toute l'Amérique centrale.

Le 1er avril 1980, la Coordination révolutionnaire de masse a lancé un appel à la solidarité internationale avec sa lutte au Salvador.

La IVe Internationale appelle le mouvement ouvrier et le mouvement anti-impérialiste en Amérique centrale, dans les Caraïbes et dans toute l'Amérique, aux Etats-Unis, en Europe et dans tous les autres pays, à organiser une vaste campagne d'information sur la répression sanglante en cours, les risques de son extension quali-

tative, et d'intervention impérialiste directe qui pèsent sur la révolution salvadorienne et d'organiser pour son appui un large mouvement de solidarité internationale.

L'impérialisme désire à tout prix créer un cordon sanitaire autour de la révolution nicaraguayenne, afin d'empêcher l'extension de celle-ci dans toute la région. S'il arrivait à ses fins, les risques d'étouffement de cette révolution, voire d'une nouvelle agression contre la révolution cubaine, s'accroîtraient.

Note. — Le FDR regroupe également la quatrième organisation révolutionnaire importante, le Mouvement de libération populaire, dirigé par le Parti révolutionnaire des travailleurs du Centre-amérique (PRTC) qui avait été tenu jusqu'alors à l'écart de la Coordination révolutionnaire de masse.

Mais si la contre-révolution salvadorienne est mise en échec, si la révolution marque des points décisifs, c'est tout le triangle contre-révolutionnaire — El Salvador, Honduras, Guatemala — qui serait désarticulé ce serait pour l'ensemble de la révolution latino-américaine un gigantesque pas en avant, par effet cumulatif avec la révolution nicaraguayenne.

Il faut que tous les révolutionnaires, que tous les militants ouvriers et anti-impérialistes, soient pleinement conscients de l'enjeu de l'épreuve de force qui se prépare dans ce petit pays d'Amérique centrale.

C'est pourquoi il est de notre devoir de mobiliser toutes nos forces, de mettre tout en oeuvre, afin d'arrêter le bras criminel de l'impérialisme et de l'oligarchie en Amérique centrale. □

Bas les pattes devant la révolution salvadorienne !
Arrêt immédiat de toutes les livraisons d'armes et de tout envoi de « conseillers » et de mercenaires impérialistes au Salvador !
Pas un sou à la Junte, aux assassins de l'armée et d'ORDEN !
Abrogation immédiate de l'Etat de siège et rétablissement de toutes les libertés démocratiques sans restriction aucune !
Défendons tous ceux qui luttent contre l'impérialisme et l'oligarchie et toutes les victimes de la répression
Solidarité avec les quatre organisations révolutionnaires des masses salvadoriennes : BPR, LP 28, FAPU et MLP
Tout le pouvoir à la Coordination révolutionnaire de masse !

El Salvador

Plate-forme programmatique du Gouvernement démocratique révolutionnaire (fin)

1 — MESURES POLITIQUES IMMEDIATES

1. Arrêt de la répression contre le peuple sous toutes ses formes et libération des prisonniers politiques.
2. Enquête sur la situation des emprisonnés et des disparus depuis 1972 et châtimement des responsables (militaires ou civils) de la répression contre le peuple.
3. Désarmement et dissolution effective des corps de répression : ANSESAL, ORDEN, Garde nationale, police nationale, police territoriale, police des douanes et de leurs « sections spéciales » respectives; de l'«Ecole de contre-insurrection» de Goltera et du «Centre d'instruction du Génie des forces armées» (CIIFA) de Zacatecoluca; des patrouilles militaires cantonales et suburbaines; des bandes paramilitaires privées de l'oligarchie et de toutes sortes d'organisations, nominales ou de fait, consacrées à l'action ou à la diffamation contre le peuple et ses organisations.

Les corps de sécurité, mal nommés, seront remplacés par une police civile.

4. Dissolution des organes actuels de l'Etat (exécutif, législatif et judiciaire); abrogation de la Constitution et de tous les décrets qui l'ont modifiée et remplacée.

Le Gouvernement démocratique révolutionnaire édictera une loi constitutionnelle et organisera l'Etat et ses activités dans le but de garantir les droits et les libertés du peuple et de réaliser les autres objectifs et tâches de la révolution.

A ce sujet, le Gouvernement démocratique révolutionnaire adhèrera à la «Déclaration universelle des Droits de l'homme» des Nations Unies.

Cette loi constitutionnelle restera en vigueur jusqu'à ce que le peuple salvadorien se dote d'une nouvelle constitution politique qui reflète fidèlement ses intérêts.

5. Le pouvoir municipal sera restructuré de façon à être un organe de large participation des masses dans la gestion de l'Etat, un organe réel du nouveau pouvoir populaire.
6. Le Gouvernement démocratique révolutionnaire réalisera un intense travail d'éducation libératrice, de diffusion de la culture et d'organisation dans les larges masses, afin de promouvoir leur incorporation consciente au développement, au renforcement et à la défense du processus révolutionnaire.

7. Renforcement et développement de l'Armée populaire, à laquelle seront incorporés les hommes de troupe, les sous-officiers, les officiers et les responsables de l'armée actuelle qui auraient une conduite sans tache, refuseraient l'intervention étrangère contre le processus révolutionnaire et soutiendraient la lutte de libération de notre peuple.

La nouvelle armée sera le véritable bras armé du peuple, à son service, d'une fidélité absolue à ses intérêts et à sa révolution; ce sera une force armée réellement patriotique en défense de notre souveraineté et de notre auto-détermination, partisan décidé de la co-existence pacifique entre les peuples.

8. Notre pays se retirera du CONDECA et du TIAR, et de tout autre organisme militaire ou policier qui soit un instrument interventionniste.

9. Le Gouvernement démocratique révolutionnaire établira des relations diplomatiques et commerciales avec les autres pays, sans discrimination due aux différents systèmes sociaux, sur la base de l'égalité des droits, des avantages mutuels et du respect de l'autodétermination.

Une attention particulière sera portée au développement de relations amicales avec les autres pays d'Amérique centrale (incluant Panama et Belize), en vue de renforcer la paix et le respect du principe de non-intervention. Le resserrement des relations fraternelles avec le Nicaragua sera particulièrement encouragé, comme expression de la communauté d'idéaux et d'intérêts de notre révolution et de la révolution sandiniste.

Notre pays adhèrera comme membre actif au «Mouvement des pays non-alignés» et développera une politique invariablement attachée à la défense de la paix mondiale et en faveur de la détente.

II — LES CHANGEMENTS STRUCTURELS

Le gouvernement démocratique révolutionnaire prendra les mesures suivantes :

1. Nationalisation de l'ensemble du système bancaire et financier. Cette mesure n'affectera pas les dépôts et autres intérêts du public.
2. Nationalisation du commerce extérieur.
3. Nationalisation du système de distribution et des entreprises de production d'énergie électrique.
4. Nationalisation des raffineries de pétrole.
5. Expropriation, en fonction des convenances nationales, des entreprises monopolistes dans l'industrie, le commerce et les services.
6. Réalisation d'une profonde réforme agraire qui mette la terre — aujourd'hui aux mains des grands propriétaires terriens — à la disposition des grandes masses qui la travaillent, selon un plan effectif au bénéfice de la grande majorité des paysans pauvres, moyens et des salariés agricoles, et qui assure le développement de l'agriculture et de l'élevage.

La réforme agraire n'affectera pas les petits et moyens propriétaires de terres qui recevront des stimulants et une aide pour améliorer la production.

7. Réalisation d'une réforme urbaine au bénéfice de la grande majorité de la population, qui n'affectera pas les petits et moyens propriétaires d'immeubles.

8. Réforme de fond du système fiscal de façon que le paiement des impôts ne retombe pas sur les travailleurs. Diminution des impôts indirects sur les articles et les services de grande consommation. Cela sera possible non seule-

ment par la réforme du système fiscal, mais aussi parce que l'Etat disposera de revenus importants provenant de l'activité du secteur nationalisé de l'économie nationale.

9. Mise en place de mécanismes effectifs d'aide en matière de crédits, d'assistance économique et technique pour la petite et moyenne entreprise privée dans tous les secteurs de l'économie du pays.

10. Etablissement d'un système de planification effective de l'économie nationale qui permette d'impulser une croissance accélérée.

III — MESURES SOCIALES

Le Gouvernement démocratique révolutionnaire orientera sa politique en matière sociale, vers les objectifs suivants :

1. Création d'emplois suffisants pour résorber le chômage le plus vite possible.
 2. Mise en pratique d'une politique salariale juste basée sur :
 - * l'ajustement des salaires, en tenant compte du coût de la vie;
 - * une politique énergique du contrôle et de baisse des prix des articles et des services de première nécessité;
 - * une augmentation substantielle des services sociaux pour la grande masse de la population (sécurité sociale, éducation, loisirs, santé, etc.);
 3. Mise en marche d'un plan massif de construction d'habitations populaires.
 4. Création d'un système national unique de santé, qui garantisse à toute la population (rurale et urbaine) une assistance médicale effective, avant tout préventive.
 5. Campagne massive d'alphabétisation qui mette fin le plus tôt possible à la plaie sociale de l'analphabétisme.
 6. Développement du système actuel d'éducation nationale, de façon à assurer une éducation primaire à l'ensemble de la population en âge scolaire et de développer substantiellement l'éducation secondaire et universitaire, en élevant la qualité et la diversification scientifico-technique à tous les niveaux et en augmentant progressivement la gratuité.
 7. Promotion à grande échelle de l'activité et de la diffusion culturelles, en soutenant et en stimulant effectivement les artistes et les écrivains nationaux, en sauvegardant et en développant le patrimoine culturel de la nation, en incorporant à l'âme nationale de notre peuple le meilleur de la culture universelle et en organisant l'accès à toutes les manifestations culturelles des larges masses populaires.
- L'opinion unanime des forces populaires et démocratiques est que seule la réalisation des mesures contenues dans cette plate-forme permettra de résoudre la profonde crise structurelle et politique de notre pays, au bénéfice du peuple salvadorien. Seuls l'oligarchie, l'impérialisme nord-américain et ceux qui servent leurs intérêts anti-patriotiques, s'opposent à ces changements et conspirent contre eux. □

Qu'est-ce qui se cache derrière le coup d'Etat des sergents ?

Sandew HIRA

A PRES le renversement du gouvernement compradore de Henk Arron par un groupe de sous-officiers, il existe une certaine confusion sur la nature du coup d'Etat. Dans la presse internationale, le coup a été présenté comme la conséquence de l'incapacité du gouvernement Arron de résoudre un conflit entre l'état-major de l'armée et environ deux cents sous-officiers, organisés dans l'Association des cadres militaires (BOMIKA). Le BOMIKA luttait contre le népotisme régnant dans la politique de promotion au sein de l'armée, contre la discipline spartiate et pour des augmentations de soldes. La haute hiérarchie militaire soutenue par le gouvernement refusa de reconnaître le syndicat et rejeta toute offre de négociation. En arrêtant trois dirigeants du BOMIKA, accusés de mutinerie, Arron a provoqué un coup d'Etat. Tout du moins, c'est ainsi que la presse bourgeoise a présenté le coup. Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'il s'agit de bien autre chose.

L'opposition au gouvernement Arron ne venait pas seulement des sous-officiers. Depuis 1974, une émigration massive vers la Hollande, ralentie entre 1976 et 1977 (juste après l'indépendance du Surinam, le 25 novembre 1975) et accélérée après 1977, était l'expression claire d'un désenchantement à l'égard d'un régime miné par une inflation et un chômage sans précédents. Des petits paysans appauvris et des secteurs qualifiés de la classe ouvrière vendirent tous leurs biens pour obtenir un

billet de voyage aller pour leur «patrie d'origine». Il fallut «importer» des manœuvres de Guyane et d'Haïti pour remplacer les travailleurs qualifiés qui étaient partis en Hollande. Cette immigration exerça une forte pression à la baisse sur le niveau des salaires au Surinam. Le mécontentement de la classe ouvrière et des paysans pauvres s'exprima par une croissance régulière de groupes de gauche, tels que le Parti du peuple (*Volkspartij*) et l'Union progressiste des ouvriers et paysans (*PALU*).

Le régime Arron rencontra aussi une opposition de la part de certains secteurs de la bourgeoisie. L'industrialisation modeste du Surinam avait donné naissance à une nouvelle classe de capitalistes, propriétaires de biens de capitaux, qui, contrairement à la vieille bourgeoisie compradore, avait ses propres intérêts à défendre, souvent conflictuels avec le capital impérialiste. La bourgeoisie compradore, en tant que représentante locale du capital extérieur, était complètement soumise à ses patrons étrangers. Il n'était pas rare que le gouvernement Arron fasse passer l'intérêt de ces capitalistes avant ceux de la nouvelle bourgeoisie locale, politique qui soulevait les protestations de ces derniers. Un exemple typique d'une telle réaction fut une lettre du Comité des architectes de Surinam (comité qui réunit les sociétés de construction), adressée à l'ambassade hollandaise, en mars 78, et dans laquelle le comité proteste énergiquement contre le fait que tous les projets de construction ont systématiquement été donnés à la CARIMECO, une société qui travaille en sous-traitance pour la multinationale

hollandaise *Van Hasselt en de Koning*.

Une des raisons les plus importantes pour laquelle la bourgeoisie nationale s'opposait au gouvernement Arron, c'est peut-être que ce dernier était plus préoccupé de renforcer sa propre position, en volant ouvertement des fonds dans les caisses de l'Etat, que de faire front à la contestation montante dans la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. Un correspondant du *Financieel Economisch Magazine* (porte-parole du capital hollandais), en date du 20 mai 1976, a résumé ces sentiments après une visite au Surinam :

«Dans la petite communauté de la population de Surinam, il y a un nombre croissant de gens qui en ont assez des grèves de toutes sortes, du chômage camouflé, d'une intervention et d'une participation inefficaces de l'Etat dans les affaires privées. Selon eux, l'Etat devrait se contenter d'un impôt normal et laisser les affaires aux hommes d'affaires. Ils pensent qu'il faudrait ramasser les flemmards tous les matins et les faire travailler dans des endroits comme Victoria (une plantation d'huile de palme), Mariënborg (canne à sucre), Surland (bananes), dans l'industrie des briques, etc. qui fonctionnent en partie avec de la main d'œuvre importée, principalement de Guyanne... Cela, entre autres choses, a conduit certains milieux à penser que la forme de gouvernement démocratique n'est pas le meilleur choix pour un pays jeune qui se développe en Amérique du Sud.»

«Et ces 'certains milieux' sont nombreux... La corruption nourrit certainement ces critiques. Personne ne serait surpris

que dans un an ou un an et demi, la forme de gouvernement du Surinam se rapproche plus des traditions sud-américaines.»

L'autre raison du mécontentement envers Arron, à part celle mentionnée ci-dessus, fut son refus obstiné de s'engager dans la formation d'un cabinet national «large», qui mettrait fin à l'influence croissante des groupes gauchistes, expression de la radicalisation des masses. Quelques semaines avant les élections, prévues à l'origine pour mars, mais alors sans cesse reconduites, Arron annonça publiquement que, s'il gagnait, il n'y aurait aucun changement dans son gouvernement. Il dénonça aussi les tentatives du Parti Démocratique uni (VDP) de former un cabinet «élargi». Depuis les dernières élections de 1977, le VDP a servi de point de ralliement pour le regroupement de plusieurs partis bourgeois. La direction du VPD a réussi à entraîner dans ce bloc l'aile nationaliste bourgeoise du Parti nationaliste républicain (PNR). Cette manœuvre a provoqué une scission dans le PNR. Sous la direction du dirigeant syndical, Fred Derby, une fraction a scissionné et a formé, avec le PALU, le Front progressiste. La fraction restante dirigée par Robin Ravales, Eddy Bruma et Frank Leeftang, a des liens étroits avec les milieux d'affaires.

LE COUP

Le projet de coup d'Etat existait depuis bien longtemps, bien avant février 1980. Gerard van Westerloo, correspondant de l'hebdomadaire, *Vrij Nederland*, explique dans le numéro du 15 mars dernier, comment un membre du Conseil militaire national (NMR), Daisy Bouterse, avait commencé à regrouper des fidèles dans l'armée pour réaliser un coup d'Etat. L'ambassade était au courant depuis un certain temps, selon van Westerloo. Depuis un an, l'ambassade hollandaise est envahie de rapports faits par la

mission militaire hollandaise, demandant de renforcer l'armée du Surinam et donnant des informations détaillées sur plusieurs projets de coups d'Etat. En fait, cette intervention de l'armée n'était que l'un des multiples projets envisagés pour renverser le régime d'Arron. Selon le numéro du 3 mars 1978, du quotidien du Surinam, d'importantes quantités d'armes auraient été subtilisées dans les dépôts de l'armée. Il s'agissait de pistolets automatiques, de mitrailleuses, de grenades à main et de munitions. Ce n'est pas en général le genre de vols habituels auxquels on a à faire.

Plusieurs membres du NMR admirent, plusieurs semaines après le coup, qu'il était impossible qu'un conflit syndical aille aussi loin qu'un coup d'Etat. D'après le sergent Chas Mijns, membre du NMR, «on peut sans doute parler d'une action militaire minutieusement planifiée» (dans *Algemeen* du 29 février 1980). Il reste que cette action militaire n'est pas du même type que les prises de pouvoir que nous connaissons habituellement dans les autres pays d'Amérique du Sud. Les plans pour un coup d'Etat s'entremêlèrent à la lutte des sous-officiers contre la direction de l'armée. Il n'est pas improbable qu'une fraction des militaires, soutenue par la bourgeoisie anti-Arron, ait essayé et réussi à se saisir d'un conflit syndical pour l'orienter vers un coup d'Etat. Comme par hasard, Leeftang et Bruma ont été mêlés au conflit, l'un comme conseiller, l'autre comme défenseur dans le procès des dirigeants du BOMIKA arrêtés. Après le coup, le NMR leur demanda de former un gouvernement civil.

Le recoupement entre un conflit syndical et un coup d'Etat eut comme résultat la formation de deux ailes au sein du NMR. Une des ailes se compose de sergents qui commençaient à se battre pour des droits syndicaux, et qui ne participèrent au coup que parce qu'ils ne voyaient aucune autre issue à la situation, dans laquelle ils furent d'ailleurs manipulés après

l'arrestation de leurs dirigeants. Mais parce qu'ils n'avaient aucune perspective claire pour combattre la corruption, l'inflation et le chômage croissant ainsi que le fossé grandissant entre les riches et les pauvres, cela permit au courant bourgeois de renforcer ses positions. Le gouvernement nouvellement formé est principalement composé de personnalités bourgeoises. Jusqu'à maintenant, il n'a encore présenté aucun programme. Cependant, les mesures concrètes qui ont été prises après le coup indiquent clairement que le courant bourgeois du NMR prédomine. Le couvre-feu et l'interdiction de réunion ont été promulgués. Il fut assuré aux capitaux locaux et étrangers que leurs intérêts ne seraient pas menacés. Un bureau spécial a été mis en place pour la censure de la presse. Le NMR et le gouvernement font tout leur possible pour empêcher une mobilisation des masses. Cela contraste de manière flagrante avec ce qui se passe à Grenade et avec la révolution au Nicaragua, où la mobilisation des masses est fortement encouragée. Immédiatement après le coup quelques criminels qui avaient volé, séquestré et violé des femmes subirent des punitions corporelles. Cette mesure fut approuvée par les masses dans la capitale, Paramaribo, mais sûrement avec plus de chaleur par les marchands dont les biens avaient été pillés. Le soutien de masse que reçut initialement le NMR, quand il annonça la composition du gouvernement, commença très vite à s'effriter. Selon les agences de voyage, on s'attend à une nouvelle vague d'émigration. Tous les vols de Paramaribo à Amsterdam sont entièrement réservés jusqu'à décembre 80. Une crise de confiance peut facilement mener à un nouveau coup ou, selon que les groupes de gauche sont capables de mobiliser les masses ou non, à une situation révolutionnaire. Ces éventualités ne font qu'indiquer l'exacerbation des contradictions de classe, processus qui a déjà débouché sur des situations révolutionnaires dans d'autres pays de la région. □

Un tournant pour la classe ouvrière néerlandaise ?

Jan HENSGENS

LE 4 mars dernier, s'est déroulée une première journée d'action, à laquelle ont participé 400 000 personnes. Cette journée était appelée par le FNV (*Federatie Nederlandse Vakbeweging* — la Fédération des syndicats néerlandais), en réponse aux mesures frappant les salaires de la classe ouvrière. Le gouvernement de droite de la Démocratie chrétienne (*Christelijk Demokratie Appel*) et le Parti libéral VVD (*Vereniging voor Vrijheid en Democratie* — Association pour la liberté et la démocratie) ont proposé une loi limitant les augmentations de salaires ; ils veulent que le gouvernement puisse intervenir directement dans les négociations salariales.

Le 20 mars, il y eut une seconde journée nationale d'action au moment où la loi était débattue au *Tweede Kamer* (le parlement hollandais). Amsterdam connut alors la plus grande manifestation de toute l'histoire des Pays-Bas : 100 000 personnes, venues de partout, y ont participé et il y avait ce jour-là plus de 150 000 grévistes dans tout le pays. Cependant, toutes ces actions n'ont pas fait céder le gouvernement qui, soutenu par les employeurs, poursuit la mise en œuvre de ses plans d'austérité. La direction du FNV tient encore un discours très dur et il est évident que la base des syndicats est prête à d'autres actions. Ces manifestations sont-elles le prélude aux confrontations de classes qui se dérouleront en Hollande ? Voilà la question.

Au cours des dernières années, il y a eu plusieurs mobilisations syndicales aux Pays-Bas. En février 1977, la classe

ouvrière s'est mise en grève à une large échelle ; ces grèves étaient un avertissement donné aux employeurs afin qu'ils ne tentent plus de remettre en cause l'échelle mobile des salaires. La direction du FNV a commencé la lutte sous la pression des syndiqués très combatifs. Ces actions ont permis de faire reculer l'offensive capitaliste. Ce fut une leçon très importante pour les travailleurs qui ont compris que c'était par l'action qu'on pouvait remporter des victoires. Il y eut une autre lutte au cours de l'été 1978 : des dizaines de milliers de fonctionnaires se sont mobilisés contre les mesures d'austérité qui devaient les frapper doublement. La direction de l'ABVA (*Algemene Bond voor Ambtenaren* — le syndicat des fonctionnaires) avait accepté des « mesures économiques raisonnables », à la condition que cette politique d'austérité conduise à la création de nouveaux emplois. La décision du Parlement y fut en définitive défavorable et la direction de l'ABVA a arrêté toute action, demandant aux travailleurs d'accepter la règle démocratique. Ce fut une défaite pour les fonctionnaires.

En décembre 1978, il y eut à nouveau des actions de masse dans la fonction publique, ainsi que dans quelques secteurs, tels ceux des travailleurs des transports urbains et des services postaux qui se mirent en grève (malgré la loi qui interdit aux fonctionnaires hollandais de faire grève). Mais, à nouveau, la bureaucratie de l'ABVA fit obstruction et ignore la détermination des syndiqués à continuer l'action. Elle mit un terme aux mobilisations en acceptant un mauvais compro-

mis. Après ces actions, la radicalisation de la base et le renouvellement des cadres de l'organisation a conduit le syndicat des fonctionnaires à des positions de gauche.

En juin 1979, il y eut à nouveau des mobilisations syndicales. Le FNV tout entier y participa et, pour la première fois dans l'histoire des fonctionnaires, ces derniers y prirent part en tant que secteur de la classe ouvrière. Ces mobilisations sont maintenant dirigées contre le programme d'austérité du gouvernement CDA-VVD qui essaye de diviser les travailleurs en prenant pour cible principale les fonctionnaires et les chômeurs. Tous les fonctionnaires et les chômeurs indemnisés voient leurs revenus amputés de deux pour cent. En même temps, le gouvernement s'attaque aux services publics (aide publique, services de santé, éducation, etc.), en diminuant ses subventions.

La bureaucratie du FNV a organisé une manifestation à Utrecht pour montrer la colère de ses membres. Plus de 40 000 personnes ont participé au meeting qui a suivi, la plupart scandant : « A l'action ! A l'action ! ». Le rôle qu'avait joué le FNV pour arrêter les luttes précédentes était toujours présent dans les mémoires. Mais, encore une fois, la bureaucratie trahit la classe ouvrière : la manifestation du 19 juin n'était en fait destinée qu'à faire baisser la pression grandissante. A nouveau les bureaucrates ont battu en retraite sans rien obtenir. Le 23 août, les dockers ont présenté à leur tour la note aux syndicats. Ils ont commencé une grève sauvage à Rotterdam. Les travailleurs de la

compagnie de remorquage, *Smit Internationale*, ont démarré les premiers. Ils réclamaient une augmentation de salaires d'environ 50 florins (120 francs français) pour rattraper leur pouvoir d'achat. Ils refusent totalement toutes les diminutions de salaires. Ils ne croient désormais plus aux contes de fées selon lesquels l'augmentation des profits capitalistes aurait pour corollaire des créations d'emplois. Après la décision du tribunal de faire cesser la grève, il y eut une extension du mouvement. Sur les docks de Rotterdam, les travailleurs lancèrent une grève de solidarité. Environ 7000 dockers étaient alors en grève, mais le syndicat refusa de reconnaître cette grève sauvage et d'ouvrir la caisse de grève pour les dockers. La grève des docks s'est terminée par une victoire partielle. Mais les travailleurs ont été obligés d'arrêter l'action après sept semaines et demie avec un très faible résultat, car, en face d'eux, il y avait le front des employeurs, de l'Etat et des syndicats, et c'était trop.

Mais ces grèves sauvages dans les docks ont été un choc terrible pour les directions syndicales. La tête de l'IB-FNV (*Industrie Bonden* — Syndicat de l'industrie) s'est mise à redouter la combativité des cadres de la base; c'est pourquoi elle a recherché une solution pour regagner son autorité. Elle a organisé une grève en septembre 1979 à la raffinerie *Shell*, avec pour revendication la semaine de 35 heures et cinq équipes par jour. Cette action s'est soldée par une grande défaite. La grève a été brisée par un gang de bandits recrutés par la direction de *Shell* chez les non-grévistes. Le syndicat de l'industrie n'organisa aucune riposte et appela ses membres à reprendre le travail afin d'éviter une escalade de la violence.

Jusqu'à la fin de 1979, de nombreux plans d'austérité du gouvernement et des employeurs ont échoué. L'attaque contre l'échelle mobile a été repoussée et le programme d'austérité de 1978 battu en brèche. D'un autre côté, le gouvernement et les capitalistes ont réussi à localiser

les points faibles au sein des syndicats néerlandais. Le FNV et le CNV (*Christelijk Nationale Vakverbond* — le syndicat national-chrétien) font toujours bande à part (1).

Le CNV s'est tenu à l'écart de ces mobilisations et aujourd'hui il commence à dénoncer la «radicalisation» du FNV. Mais cela a révélé aussi que la bureaucratie ne peut et ne pourra pas jouer un rôle dirigeant dans les luttes de la classe ouvrière. Elle refuse de soutenir les actions entreprises par ses propres membres et les autres travailleurs. Au contraire, elle inscrit toutes ses activités dans le cadre de la négociation et de la lutte parlementaire. Il y a une combativité évidente des cadres de base, mais il manque actuellement une direction de rechange qui puisse donner des perspectives aux mobilisations.

La première semaine de janvier 1980, le gouvernement a annoncé un blocage des salaires pour deux mois. Certaines augmentations, comme celles obtenues dans l'industrie de la viande après une courte grève, étaient remises en cause par cette décision. Mais il n'y avait en même temps aucun contrôle des prix et l'on peut donc parler d'une véritable flambée des prix. Le gouvernement justifiait le blocage des salaires par la nécessité d'ajuster les plans socio-économiques aux prévisions économiques qu'il venait de rendre publiques. Les prévisions pour 1980 sont particulièrement pessimistes, dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie et de dégradation des termes de l'échange sur le marché mondial. Le gouvernement est en train d'étudier un plan supplémentaire d'austérité portant sur 4 milliards de florins. La négociation des conventions collectives a été repoussée et il est fort improbable que les syndicats puissent faire aboutir quelques-unes de leurs revendications même modérées, comme la diminution du temps de travail et une augmentation des salaires de deux pour cent (seulement !). Les deux syndicats, le FNV et le CNV, sont furieux. Ils reconnaissent que ces mesures sont une attaque à leur

droit de libre négociation. Le président du FNV, Wim Kok, a fait d'abord un rapport assez modéré sur la décision gouvernementale : «*Ces mesures rendent la tâche impossible au FNV en l'empêchant de montrer ses capacités à prendre des responsabilités*».

Jusqu'à maintenant les patrons du syndicat ne se lassent pas de mettre l'accent sur leur volonté de négocier des augmentations de salaires modérées sur des propositions convenables. Alors que le gouvernement maintient sa position irréductible et lorsque les premières réactions des membres du syndicat ont atteint la bureaucratie, les discours de la direction du FNV sont devenus plus durs. Ils ont organisé trente meetings de masse à travers tout le pays afin d'informer et de consulter la base sur les actions à entreprendre. La grande majorité, lors de ces meetings, voulait utiliser le pouvoir de la grève comme instrument contre les plans du gouvernement. Le résultat de ces meetings fut une première journée d'action. Ce jour-là, le 4 mars, le Parlement tenait séance pour le vote de la loi limitant les augmentations de salaires. Avec cette loi, s'ouvre une période de menaces d'une nouvelle politique des salaires (2). Plus de 400 000 travailleurs ont participé aux mobilisations du 4 mars. Dans l'industrie, 100 000 ouvriers se sont mis en grève

1) Le FNV est la plus grande fédération syndicale aux Pays-Bas avec un 1,1 million d'adhérents. Elle regroupe deux anciennes fédérations : la NKV, syndicat catholique radicalisé, et le NVV social-démocrate. Elle s'est donné pour objectif la fusion de tous les syndicats affiliés. Le CNV est absent de ce regroupement et il compte 300 000 adhérents.

2) Aux Pays-Bas, les salaires étaient parmi les plus bas du monde industriel, après la Deuxième Guerre mondiale, en raison de l'intervention active du gouvernement. A l'heure actuelle, la politique salariale tout entière est dictée par le gouvernement néerlandais.

pendant 24 heures et 100 000 autres ont débrayé. Dans l'imprimerie, les chiffres concernent respectivement 7 000 et 15 000 travailleurs; dans l'industrie alimentaire, 15 000 et 5 000; dans la construction, 15 000 et 50 000; dans les transports, 20 000 et 5 000; et les fonctionnaires ont joué un rôle actif avec une participation de 65 000 personnes. La vie publique a été désorganisée ce jour-là. Les cars régionaux n'ont pas fonctionné. Les travailleurs des ports étaient en grève. A travers tout le pays, il y eut des manifestations; les plus grandes ont eu lieu à Amsterdam avec 35 000 personnes et à Rotterdam, avec 25 000. Le lendemain, la plupart des journaux n'ont pas paru ou avec un nombre limité d'éditions. Ce qui est remarquable, c'est que cette mobilisation se soit étendue à tout le pays. Dans certaines régions, les travailleurs se sont mobilisés pour la première fois depuis des années. Dans un grand nombre de régions, la grève fut totale. Les syndicats belges, l'ABVV et l'ACW, ont appelé les travailleurs belges qui travaillent en Hollande à se joindre à la mobilisation du FNV. Le FNV a annoncé qu'il continuerait les mobilisations au niveau politique même si le Parlement acceptait les plans du gouvernement. Ces plans limitent la liberté de négociation, ce qui est une attaque fondamentale contre l'ensemble du mouvement syndical. Le CNV réclame de plus l'établissement d'un code du droit de grève, afin de garantir les droits des non-grévistes.

Malgré l'action des syndicats, la loi sur les salaires a été votée par le Parlement. Le gouvernement a mis immédiatement cette nouvelle loi en application et a annoncé que, pour le reste de l'année, les salaires étaient bloqués au niveau de janvier 80. Les travailleurs qui touchent un salaire minimum perdent 50 florins nets par mois. L'augmentation des prix de l'énergie n'est plus compensée au niveau des salaires. L'échelle mobile des salaires et le pouvoir d'achat des travail-

leurs subissent une forte attaque. Les patrons néerlandais peuvent être satisfaits.

Les travailleurs vont maintenant payer la crise de l'économie capitaliste.

Le FNV se doit de répondre à cette provocation ouverte du gouvernement. Mais il ne sait plus comment poursuivre la lutte. Une grève générale de 24 heures n'est guère tentante car il a peur de perdre le contrôle des luttes qui continuent.

En quelques endroits, des grèves courtes ont été menées, dans une entreprise après l'autre, comme une traînée de poudre. Mais en général, la réaction des dirigeants syndicaux est hésitante. Les mobilisations de la base sont bien accueillies, mais la bureaucratie ne prend pas d'initiatives locales et n'impulse pas d'actions dans les entreprises. Au dernier moment, elle a décidé d'organiser une manifestation nationale à Amsterdam, le 20 mars. Elle a appelé les travailleurs à quitter le travail et à venir manifester à Amsterdam. Pour la première fois depuis la grève de 1903, les travailleurs et les travailleuses des chemins de fer ont été appelés à faire grève. Cette journée d'action n'eut qu'un succès relatif.

La grève des chemins de fer a été un échec. Il y eut plus de 3 000 grévistes, mais les autres 23 000 non-grévistes furent capables de les remplacer. 150 000 personnes ont fait grève toute la journée. La manifestation à Amsterdam a réuni 100 000 participants. La raison de ce demi-échec doit être imputée à la politique hésitante de la bureaucratie du FNV. Le temps de préparation, trois jours, fut trop court. Après les mobilisations lors de la marche du 4 mars, ils auraient dû commencer à préparer une journée d'action nationale. Avec un investissement actif des membres et des cadres dans des comités d'action, dans les usines, il aurait été possible de faire beaucoup plus. Mais aussi, en raison du manque de perspectives, comme par exem-

ple une grève générale de 24 heures et du manque de revendications concrètes, comme l'augmentation de deux pour cent des salaires, ou la diminution du temps de travail, etc. la mobilisation a été limitée. Enfin, au cours de la semaine précédant la marche du 20, la direction du FNV a dit qu'il fallait s'attendre à une défaite, qu'il faudrait s'en tenir à cette journée d'action.

Une autre raison est le fait qu'il n'existe pas d'alternative à ce gouvernement. Le parti social-démocrate PVDA (*Partij van de Arbeid* — Parti travailliste), qui est hégémonique chez les travailleurs syndiqués, n'a pas d'autre solution à proposer qu'un plan d'austérité d'une moindre ampleur. Les dirigeants du parti disent qu'eux non plus ne peuvent pas garantir le pouvoir d'achat des travailleurs pour les années à venir. Le parti communiste hollandais (CPN) cautionne tout à fait la politique de la direction du FNV. De plus, leur solution passe seulement par la lutte contre la crise capitaliste à l'aide de mesures gouvernementales, dans le cadre de l'économie capitaliste. Quand le gouvernement aura mené à bien sa politique, les syndicats pourront commencer les négociations sur les conventions collectives. Mais leur position face aux employeurs est affaiblie. Quelques syndicats ont menacé de mobiliser les travailleurs sur un certain nombre de revendications concrètes pendant les négociations avec les organisations patronales et ils veulent par là saper l'application de la loi. Les dirigeants syndicaux parlent de grèves possibles dans certaines branches. En outre, le FNV et le CNV réclament une compensation en janvier 1981 pour les diminutions de salaires subies cette année. Le FNV annonce qu'il veut organiser de nouvelles actions l'an prochain afin d'aboutir à l'indemnisation complète des travailleurs. Dans ce sens, nous allons entrer dans une nouvelle période d'affrontements de classes aux Pays-Bas. □

Le 30 mars 1980

Ni «eurocommunisme», ni «euro-gauche»

Pierre FRANK

DANS l'article paru dans le numéro 72/73 d'*Inprecor* sur la résurgence de la crise du PCF, nous avons dit que celle-ci atteignait désormais son appareil même. L'exemple le plus marquant était celui d'Henri Fizbin, permanent du parti depuis 1957, ancien secrétaire de la Fédération de Paris, ancien député, conseiller de Paris, candidat à la Mairie de Paris en 1977. Réélu membre du comité central au printemps 1979, il a démissionné de cette fonction en novembre de la même année et vient d'écrire un livre, *Les bouches s'ouvrent*, pour fournir les raisons de son geste (1). A peine ce livre était-il mis en vente que la direction du PCF a jugé indispensable de publier à son sujet dans l'*Humanité* une résolution signée du «Comité fédéral de Paris», occupant deux tiers de page du journal.

L'intérêt de ce livre est qu'il relate en détail, avec textes à l'appui, un débat et une crise qui se sont développés au plus haut sommet du parti au cours des deux dernières années. Débat et crise ont pris des formes révélatrices de la situation interne du PCF et des conceptions d'organisation de sa direction. On ne peut pas dire que Fizbin soit vraiment opposé à la politique de son parti. Il défend les décisions des 22e et 23e congrès qui, selon lui, constituent un progrès de ce parti par rapport à son passé; c'est le fonctionnement interne qu'il met en cause. Il pense que le bureau politique lui-même montre des hésitations dans l'application de ces décisions. Le désaccord avec le bureau politique a surgi pour lui lorsque ce dernier, découvrant soudainement des faiblesses de la Fédération de Paris qu'il dirigeait, les a attribuées

à une prétendue opposition politique non avouée de la direction de Paris à la ligne du parti. Soutenu par le bureau fédéral de l'époque, il voit le fond de la crise dans son refus d'accepter cette version du bureau politique et de servir de bouc émissaire. Il l'explique en outre par l'insuffisance des efforts faits depuis quelques années pour éliminer les vieilles méthodes stalinienne et rendre la vie du parti plus démocratique. S'il a donné sa démission du comité central, dit-il, c'est afin de pouvoir aider son parti à aller de l'avant. Tel est, succinctement résumé, le point de vue exposé par Fizbin, en même temps qu'il publie des textes, en premier lieu relatifs à une réunion commune du bureau politique et du comité fédéral tenue le 11 janvier 1979 où a commencé la crise et sur laquelle le bureau politique a donné à tout le parti une version mensongère.

Une chose est la façon dont Fizbin s'explique lui-même et explique la crise, autre chose est le fond politique de celle-ci dont il a surtout saisi les manifestations extérieures. Pendant des années, le PCF tout entier était engagé avec ardeur dans la politique de l'Union de la gauche, il grandissait, ses membres avaient l'espoir d'une victoire électorale qui aurait donné à ses dirigeants des places au gouvernement. Mais le bureau politique s'est aperçu que cette politique profitait davantage au Parti socialiste, qu'elle mettait en péril la position majoritaire que le PCF avait dans la classe ouvrière depuis une trentaine d'années et en même temps qu'il existait depuis 1968 une extrême-gauche qui pouvait devenir dangereuse pour lui en cette période de crise — et il s'est alors décidé à rétablir sa position hégémonique d'antan. Pour ce faire, il a soudainement, sans fournir d'explications très convaincantes à la base du parti

et aux travailleurs, opéré un tournant, mis en avant une politique qui reste réformiste par son contenu, mais qui a une forme sectaire heurtant, à chaque pas d'importantes couches de militants et la classe ouvrière. Par suite, l'Union de la gauche n'existe plus, la défaite électorale est survenue, la situation politique en France apparaît à présent comme étant dépourvue de perspectives politiques au mouvement ouvrier, tandis que le capital se livre à des attaques quotidiennes contre les vieilles conquêtes ouvrières et les droits démocratiques (2).

Sans nier les responsabilités du Parti socialiste dans cette situation, beaucoup de membres du PCF ne partagent pas le point de vue défendu mordicus par le bureau politique pas plus que sa politique dirigée principalement, à vrai dire presque exclusivement, contre le PS. Ces opposants étaient et restent particulièrement nombreux à Paris et dans la région parisienne. Pour le bureau politique, le vrai crime de Fizbin et de l'équipe qui le soutenait à la direction de Paris, c'est d'a-

1) Fizbin a donné à son livre le titre d'un article de Thorez qui n'a pas été le début d'une libéralisation ou d'une démocratisation de la vie du parti, mais le début de la prise de la direction par Thorez, avec l'aide de l'IC, aux dépens de celle qui avait appliqué la politique de la «troisième période» et qui servait à l'époque de bouc émissaire. Fizbin, vu son âge, ne connaît cette histoire que par la version enjolivée qu'il a apprise dans les écoles de son parti. Néanmoins, il a, lui, commencé à ouvrir la bouche et ce qui s'est autrefois passé avec Thorez ne se reproduira certainement pas.

2) Il n'y a plus de perspectives politiques pour ceux dont les perspectives se bornent aux consultations électorales et qui, ne tirant aucune leçon de Mai 68, se refusent aux perspectives qu'ouvrirait une grève générale.

voir cru que tout ce qui avait été dit sur les formes désormais plus démocratiques de la vie du parti devaient être pris comme du bon pain, valable surtout dans une situation interne assez difficile, d'avoir permis à ces opposants de s'exprimer un peu largement au lieu de les écraser sans pitié. Ce faisant, ils créaient le risque de permettre à des opposants de se manifester à la tribune du 23e congrès. «...Il y a tout lieu de craindre le comportement de la Fédération dans la préparation du congrès», ces propos ont été tenus par Marchais à la réunion du 11 janvier 1979, mentionnée plus haut, rapportés par Fizbin et jamais contestés par leur auteur.

A la lecture de son livre, Fizbin semble évoluer politiquement. Il paraît devenir plus sensible aux critiques faites au bureau politique, mais il insiste surtout sur le fait qu'en ne résolvant pas les divergences de manière politique, mais par intervention autoritaire des instances supérieures comme par le passé, un danger pour le parti s'accumule en son sein, danger contre lequel il essaie de mettre en garde le bureau politique. Il ne saisit pas encore que, si le bureau politique l'écoutait un tant soit peu et se mettait à discuter politique, il ne pourrait peut-être plus contrôler la situation (3). Que tout cela soit encore assez confus chez Fizbin, on ne peut en douter, mais n'oublions pas que cet homme a été un permanent depuis près d'un quart de siècle, au cours duquel il a acquis — il le reconnaît lui-même — des structures de pensée qui pèsent très lourdement sur lui. C'est même cela qui donne de l'importance à son témoignage.

Le 11 janvier 1979, quand il a pour la première fois refusé d'entériner la condamnation de la Fédération de Paris par le bureau politique, formulée explicitement mais verbalement seulement par plusieurs membres du bureau politique, dont Marchais, Fizbin a pensé qu'une solution pourrait être trouvée plus aisément s'il démissionnait du secrétariat de Paris pour raisons de santé, raisons qui n'étaient pas entièrement factices. Il espérait alors que cela permettrait au bureau politique de trouver une solution qui

ne briserait pas la direction de Paris. Il devait bientôt s'apercevoir qu'il s'était trompé. Les autres membres du bureau de Paris furent amenés à démissionner à leur tour dans les semaines et les mois qui suivirent sans invoquer des raisons de santé. Pour le bureau politique, ils étaient allés trop loin, l'affaire s'était répandue publiquement, les oppositions dans le parti se poursuivaient. Continuant à penser à tort que le «centralisme démocratique» implique qu'il doit défendre dans les instances inférieures les positions contre lesquelles il a voté au comité central et ne voulant pas le faire, Fizbin a résolu en novembre 1979 de démissionner du comité central, cette fois-ci pour cause de désaccord politique.

Signée par le comité régional de Paris, renouvelé à l'occasion du 23e congrès, la résolution relative à ce livre a été votée par 71 voix contre 14 et une abstention. Ce vote n'a pas été indiqué par *l'Humanité*; sa mention dans *Le Monde* n'a pas été démentie. D'où deux conclusions. Pour le bureau politique, les votes minoritaires sont ignorés officiellement; les membres du parti ne doivent pas en être publiquement instruits. D'autre part, il subsiste dans un organisme dirigeant du parti une minorité qui, par son vote, rejette la version de la crise donnée par le bureau politique.

Il y a peu à dire sur la résolution parue dans *l'Humanité*, si ce n'est qu'elle utilise essentiellement le motif de santé invoqué au début de 1979 par Fizbin pour le retourner contre lui: tu nous as caché les vraies raisons de ton départ, tu nous as caché alors tes désaccords politiques, tu les élargis aujourd'hui, etc. Le tout se conclut par des insinuations sur la conduite de Fizbin, amalgamée aux campagnes anti-PCF dont le parti est l'objet: l'ennemi se servira de ton livre. Fizbin avait prévu cet «argument» par avance dans son ouvrage.

Ce qui est maintenant nouveau, c'est non seulement que des membres, y compris d'anciens permanents, restent dans le parti, tout en s'affirmant opposés soit à la politique, soit aux méthodes de fonctionnement,

soit aux deux à la fois, mais aussi que le bureau politique, tout en recourant à des moyens indirects pour les inciter à quitter le parti (4), ne les exclut pas et semble même craindre de le faire. Le bureau politique sait que des exclusions pourraient provoquer des explosions. Mais, par ailleurs, laisser dans le parti d'anciens dirigeants dire et écrire impunément ce qu'ils pensent, en même temps que d'autres dirigeants pensent intérieurement de manière identique ou semblable (5), c'est également dangereux à plus longue échéance. Il est évident que le bureau politique ne peut plus faire tout ce qu'il veut avec le parti tel qu'il est désormais. On comprend qu'il monte en épingle toutes les critiques et toutes les attaques, d'où qu'elles viennent, pour les amalgamer, dénoncer un complot contre le parti et en appeler au patriotisme de parti de ses membres afin de serrer les rangs inconditionnellement autour de la direction.

L'affaire Fizbin met en cause en premier lieu le fonctionnement intérieur du PCF et, en second lieu, son tournant politique opéré en 1977 vis-à-vis du PS. Une autre affaire vient de heurter directement et brutalement cette politique, c'est la rencontre qui a eu lieu le 24 mars dernier à Strasbourg entre Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste français, et Berlinguer, secrétaire général du Parti

3) Fizbin n'est pas un novice en ce qui concerne le fonctionnement du parti, plus particulièrement de son comité central. Ainsi, il indique qu'à certains moments — et ce fut le cas depuis le tournant de 1977 — le bureau politique se refuse à accepter le moindre amendement à un texte qu'il soumet au vote du comité central et que cela constitue alors un mur de béton impénétrable. Dans ce cas, il est évident que les textes ainsi présentés sont les produits de compromis obtenus laborieusement au niveau du bureau politique, compromis que le vote d'un amendement ferait sauter.

4) Des cellules ont envoyé des lettres à des opposants comme Elleinstein, pour leur dire en substance: mais quittez donc le parti puisque vous n'avez plus rien de commun avec lui. Lettres «spontanées» que *l'Humanité* a publiées.

5) Fizbin le laisse entendre et c'est plus que plausible.

communiste italien. Selon le communiqué publié en commun, après deux heures de conversation, ont été envisagés *«les problèmes les plus urgents de la situation internationale»* (désarmement, détente, coopération en Europe et dans le monde, respect des droits de l'homme, indépendance de tous les pays) ainsi que le *«rôle spécifique (...) qui revient au mouvement ouvrier, aux différents partis qui en sont l'expression (...)»*. Les politiques spécifiques de chacun de ses partis, notamment par rapport aux autres partis ouvriers de leur pays, ont été formellement ignorés, mais qui peut douter — à commencer par les deux interlocuteurs — qu'une telle rencontre, même avec un ordre du jour très limité, n'ait une signification et des conséquences internationales, en particulier pour le PCF ? Berlinguer et Mitterrand ont chacun leurs raisons «nationales» pour se rencontrer. Berlinguer tient à favoriser sa politique de «compromis historique» jusqu'à être accepté dans un gouvernement par la démocratie chrétienne, et c'est pour lui un excellent appui que d'être admis par des partis socialistes ministrables ou reconnus comme tels (allemand, britannique, etc.). Mitterrand veut avant tout contrecarrer auprès des travailleurs français la campagne du PCF sur le «virage à droite» du PS, et le plus bel argument qu'il peut opposer à cette campagne est un accord même minuscule avec le PCI; ne prouve-t-il pas ainsi que la responsabilité de la rupture de l'Union de la gauche et d'un manque d'accord entre les deux grands partis ouvriers français est à attribuer à la direction du PCF seule ?

Le coup porté au PCF est bien plus grave encore, car, dans la déclaration commune, presque chaque mot met en cause sa politique. Cette déclaration inclut les partis socialistes dans les «partis ouvriers», tandis que le PCF repousse une telle définition. Elle est aussi de nature «européenne» alors que le PCF est hostile à la CEE. Le désarmement qu'elle envisage concerne tout autant l'OTAN que le Pacte de Varsovie. L'indépendance de tous les pays vise entre autres la présence soviétique en Afghanistan. Berlinguer et Mitterrand ont ainsi donné une forme enveloppée

à leur critique de la politique du PCF: mais la direction de celui-ci n'a pas manqué d'accuser le coup, de donner une réponse immédiate pour tenter d'éviter des vacillations dans le parti.

Il est vrai que les partis dits eurocommunistes ont renoncé à la conférence de presse, déclarations à la radio et à la télévision, Marchais l'a fait sans s'embarrasser de nuances. Le moment et le lieu de la rencontre, a-t-il dit, sont «inopportuns». Le PCI et le PS français *«sont pour l'austérité (...) L'un et l'autre sont d'accord pour doter la communauté de droit supranationaux»*. (...) Mitterrand *«est allé chercher auprès Enrico Berlinguer une caution pour sa politique d'alliances avec la droite (...)»*. Maintenant, François Mitterrand va marcher en s'abritant du parapluie du compromis historique». En outre, au même moment, la Yougoslavie et la Chine. D'autant que le PCF prépare en commun avec le Parti polonais pour les 28 et 29 avril une rencontre à Paris, ouverte aux PC européens sur le désarmement, dont l'objectif réel est un soutien à la politique du Kremlin en direction de l'Europe, le PC italien, tout comme le PC espagnol, la Ligue des communistes yougoslaves, etc., ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à cette rencontre.

Les propos de Marchais auraient surpris la direction italienne. Une surprise qui nous paraît un peu feinte. Il est probable que ni les uns ni les autres ne poursuivront la polémique dans l'immédiat car elle les gênerait tous deux. Mais on peut être certain que la situation internationale fournira, étant donné les profondes divergences entre ces deux partis, de multiples occasions d'accrochage.

La presse bourgeoise en France s'est emparé des événements pour dire que l'eurocommunisme était mort et que la déclaration Berlinguer-Mitterrand annonçait la création d'une «euro-gauche». En réalité, il n'y a eu ni mort d'un «eurocommunisme» inexistant, ni création d'une «euro-gauche» quelconque. Nous avons toujours dit qu'il n'y avait pas une unité fondamentale des partis dits eurocommunistes, mais seulement un certain parallélisme dans l'évolution de partis placés dans des conditions en partie similaires et que ces partis, se déterminant

6) Voir notre livre «Le stalinisme» (Petite Collection Maspéro).

partis et qu'il en résulte d'ores et déjà des crises internes dans ces partis, quelles que soient leurs lignes présentes.

De même, il n'y a pas «d'euro-gauche». La déclaration Berlinguer-Mitterrand ne constitue pas un pas ni vers la création d'une Internationale ni vers l'établissement d'une unité d'action à l'échelle européenne; c'est un accord sance, leurs politiques réformistes fugitif de deux larrons pour viser ne leur ont pas assuré l'entrée dans des objectifs personnels différents. des gouvernements bourgeois, Ce n'est pas une manifestation mais ont engendré des difficultés d'internationalisme prolétarien, et des crises internes, crises aux-mais celle du «socialisme dans un quelconque pays, défendu par l'un comme les manœuvres de l'autre ne per-par l'autre. Ceci dit, le présent dif- mettront de donner une solution.

férend entre le PCF et le PCI mon- 16 avril 1980

□

NOS CAMARADES IRANIENNES LIBEREES

Mahsa Hashemi et Fatima Fallahi, deux militantes iraniennes de la IVe Internationale, arrêtées en juin 1979, à Ahwaz, et condamnées à mort, ont été relâchées. Elles ont été maintenues en prison, alors que leurs douze camarades ont été relâchés et innocentés des charges qui pesaient sur eux.

Leur libération est le fruit de la campagne de solidarité impulsée par la IVe Internationale dans tous les pays: Mais elle témoigne également de la sympathie qu'ont su gagner au trotskysme le PST et le PRT, deux fractions publiques de la section iranienne de la IVe Internationale, par leur intervention aux premiers rangs de la classe ouvrière et de la mobilisation anti-impérialiste en Iran.



HASHEMI

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO :

UN DOSSIER SUR CUBA
APRES L'AFFAIRE DES REFUGIES
DE L'AMBASSADE

Tout le monde
parle de la pluie
et du beau temps



pas nous

bimensuel

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Non à l'énergie nucléaire !

Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Le 11 avril 1980

LA fusion du réacteur nucléaire qui a failli se produire à la centrale atomique de Three Mile Island en Pennsylvanie, a eu lieu il y a un an. Pour des millions de gens à travers le monde, cet accident a été le premier avertissement sérieux sur ce que nous réservait l'énergie nucléaire. Pour beaucoup d'autres, cela n'a fait que renforcer leur détermination à lutter contre cette menace. L'impact de cet accident, l'un des plus graves de toute l'histoire de l'énergie nucléaire, a rappelé l'urgence de mener une lutte anti-nucléaire et lui a donné un nouvel essor dans chaque pays, ainsi que l'ont montré les importantes manifestations de l'an dernier — de l'Australie à l'Allemagne, de la Suisse à l'Espagne, et de la France aux Etats-Unis. Cela aussi est apparu lors des votes massifs contre l'énergie nucléaire lors de référendums organisés en Suisse et en Autriche. Le mouvement anti-nucléaire international est maintenant réellement un mouvement de masse et, tant que la menace nucléaire n'aura pas disparu, il est partie intégrante de la lutte pour le socialisme.

Le danger nucléaire revêt plusieurs aspects. L'extraction de l'uranium, le traitement du combustible, les opérations d'entretien courantes dans les usines nucléaires, le transport et le stockage des déchets, tout cela expose des millions de personnes aux risques de contamination radioactive. La plus grande partie des déchets est transportée par chemin de fer, ce qui est particulièrement dangereux étant donné la grande proportion de déraillements.

Et jusqu'à présent, on n'a découvert aucun moyen de stockage sûr des déchets qui s'accumulent, ce qui constitue une menace contre la vie pour des milliers d'années.

Il y a aussi les risques de fusion et d'explosions dans les centaines d'usines nucléaires en activité à travers le monde, dont la plupart sont situées près des grands centres urbains. De tels accidents pourraient libérer des nuages radioactifs qui se répandraient à des milliers de kilomètres.

Entièrement liés à l'usage de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité, on trouve la production, l'essai, le stockage et la conservation d'armes nucléaires. La plus grande partie des déchets nucléaires provient de la production militaire. Sans l'arrêt de la production d'armes nucléaires, on ne peut mettre fin au danger nucléaire.

C'est pour cette raison que la lutte anti-nucléaire favorise la prise de conscience du danger des armes nucléaires et de l'impérialisme militaire. Par exemple, dans les Etats de l'Utah et du Nevada, aux Etats-Unis, où il y a vingt ans, on s'est livré à des essais de bombes atomiques, qui ont exposé des milliers de personnes à des radiations dont elles sont mortes et continuent de mourir, il y a aujourd'hui une large opposition à l'installation de bases de missiles mobiles MX.

La lutte contre le danger nucléaire est aussi tout à fait liée aux luttes contre les conditions de travail dangereuses et la destruction de l'environnement. Des millions d'ouvriers, qui depuis longtemps luttent contre les conditions de travail dangereuses, comprennent facilement les dangers qu'ils cou-

rent en extrayant, transportant et manipulant les déchets radioactifs, ou en travaillant et vivant près des installations nucléaires.

En Bretagne, le gouvernement français essaie de gagner le consentement de la population pour la construction d'une usine nucléaire à Plogoff. Mais les Bretons, dont la colère avait été soulevée, il y a deux ans, par le plus grand déversement de pétrole qui se soit jamais produit sur leurs côtes, luttent avec détermination.

Aucun moyen scientifique n'a encore été trouvé garantissant un usage sans danger de l'énergie nucléaire, même s'il était ôté des mains des capitalistes. Cependant, il y a encore de grandes réserves de pétrole, de gaz naturel et plus particulièrement de charbon, qui peuvent être utilisés sans danger. Et la possibilité existe de développer d'autres sources d'énergie non dangereuses.

Malgré tout cela, et malgré les protestations massives dans le monde entier, les plans d'expansion de l'utilisation de l'énergie nucléaire continuent. Dans les pays capitalistes avancés, des profits importants sont tirés des investissements énormes que nécessite l'énergie nucléaire. Les capitalistes ne sont pas prêts à les abandonner sans une lutte sans merci.

Ils mentent sur les dangers et cachent les faits au sujet des accidents. Ils refusent de tenir compte des craintes et violent les droits démocratiques de la majorité des gens. Un an après la catastrophe de Three Mile Island, ils minimisent ses conséquences terribles. Ils accusent la classe ouvrière «d'être paranoïaque et de se paniquer», de trop se préoccuper

des «doses insignifiantes de gaz krypton radioactif» rejeté dans l'atmosphère, ceci afin de «nettoyer» l'usine.

Le mouvement anti-nucléaire doit répondre à chaque mensonge par la vérité. Il doit continuer à gagner et convaincre des millions de personnes de plus à rejoindre ses rangs. Il est crucial de construire un mouvement anti-nucléaire réel, puissant qui puisse effectivement faire cesser l'utilisation de l'énergie nucléaire; cela veut dire mener campagne dans les syndicats et les autres organisations de masse de la classe ouvrière. Les 24, 25 et 26 mai seront l'occasion de le faire, ce sont les jours qui ont été retenus comme journées de protestation par la Conférence internationale de coordination du mouvement anti-nucléaire (c'est-à-dire le mouvement qui a appelé aux manifestations qui

ont eu lieu au niveau international et de manière coordonnées en juin dernier).

Des actions importantes ont déjà été prévues pour ces dates dans de nombreux pays, y compris l'Italie, la Suisse, la Suède, la Hollande et près du site de Plogoff en Bretagne. Il y a déjà eu des manifestations le mois dernier, en particulier lors du premier anniversaire de l'accident de Three Mile Island. Les marches de protestation ont eu lieu dans cinquante villes des Etats-Unis, les 28 et 29 mars, et la plus grande manifestation anti-nucléaire en

Grande-Bretagne a eu lieu à Londres, le 29 mars. D'autres actions importantes sont prévues pour bientôt. Aux Etats-Unis, une marche sur Washington et une action parallèle à Phoenix en Arizona sont appelées pour le 26 avril. Le mouvement français appelle à une grande manifestation à La Hague, les 28 et 29 juin.

La IVe Internationale apporte tous ses efforts à la préparation de ces actions afin qu'elles connaissent le succès le plus grand possible. Nous y participerons avec les revendications suivantes :

**FERMETURE DE TOUTES LES
INSTALLATIONS NUCLEAIRES !**

PAS D'AUTRE HARRISBURG !

LAISSEZ L'URANIUM SOUS TERRE !

PLUS D'ARMEMENT NUCLEAIRE !

Dossier Nucléaire

Les trois aspects du nucléaire

Benny ASMAN

DANS de nombreux pays les uns après les autres, la lutte contre le nucléaire est devenue un mouvement de masse qui a des caractéristiques très diverses : il va de mouvements larges «a-politiques» au mouvement ouvrier lui-même. A la racine de ces mobilisations, on trouve la menace que l'énergie nucléaire fait peser, à la fois, sur la vie et l'environnement. Mais les conséquences de la politique nucléaire sur les droits démocratiques et syndicaux sont aussi un stimulant à ces mobilisations.

Dans cet article, nous voulons donner trois exemples concrets de luttes menées contre le pouvoir nucléaire. Nous verrons d'abord la longue lutte des travailleurs de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de La Hague, située sur la côte normande en France, puis la grève et l'occupation

par les travailleurs de l'usine nucléaire de Tihange, près de Namur en Belgique, ensuite les mobilisations de masse en Bre-

tagne contre la construction d'une usine dans le petit village de Plogoff.

LA HAGUE, UNE HISTOIRE DE FOUS

La production d'énergie nucléaire engendre une grande quantité de déchets radio-actifs. L'usine de La Hague est l'installation de recyclage de ces déchets dont le traitement permet d'obtenir, en séparant les différents composants, l'uranium et le plutonium. Voici une rapide description du processus : lorsque les déchets arrivent à l'usine, ils sont réduits en poudre et dilués par un procédé chimique. De ce liquide, on tire l'uranium et le plutonium. Les produits très radio-actifs et inutilisables, provenant de cette opération sont séparés et stockés pour l'éternité, les pro-

duits à faible teneur radio-actifs sont eux soit enterrés dans le sol, soit laissés à l'air libre ou évacués en mer.

L'usine emploie 2500 travailleurs dont la moitié sont salariés de la COGEMA et la moitié d'entreprises de sous-traitance. Presque tous les travailleurs de la COGEMA sont syndiqués à la CFDT, la seconde centrale syndicale française.

L'un des travailleurs de l'usine et l'un des dirigeants de la CFDT dans l'usine, Jean-Pierre Lhermite, peut parler longuement des différents types de problèmes provoqués par le

recyclage des déchets nucléaires. Ce sont des problèmes qui concernent à la fois la pollution dans les zones avoisinantes et le syndicalisme à l'intérieur de l'usine en raison des problèmes de santé et de sécurité.

LE SERVICE PUBLIC

En tant que syndicat, la CFDT n'a pas pris position contre l'utilisation de la force nucléaire, mais elle n'y est pas favorable non plus. « Nous parlons du fait que les usines nucléaires existent, dit Jean-Pierre Lhermite. C'est malheureux, mais c'est ainsi. C'est pourquoi nous pensons qu'il vaut mieux retraiter les déchets nucléaires et séparer les différents éléments originels plutôt que stocker le tout pendant une longue période. Vous ne pouvez pas savoir ce qui peut se produire au cours d'une longue période de stockage. Nous n'avons pas le droit de laisser les générations futures face à ces problèmes. »

« C'est pourquoi nous disons, à la CFDT, continue-t-il, que notre travail doit être considéré comme une sorte de service public, étant donné que les décisions politiques sont prises par la majorité du Parlement. Et c'est ce qui s'est passé tant que l'usine a travaillé à une échelle réduite et n'a retraité que les déchets français. Mais depuis que la direction de l'usine a été transférée du commissariat à l'Energie atomique à une entreprise à caractère commercial, la COGEMA, il n'en est plus ainsi. Il ne s'agit plus maintenant que d'une entreprise commerciale retraitant les déchets venant du monde entier. »

« Cela veut dire que tout ce que nous disions sur le service public n'est plus d'aucune actualité. Aujourd'hui beaucoup de gouvernements se trouvent confrontés à leur opinion publique, en ce qui concerne le problème des déchets. Ces gouvernements essayent de calmer leur opinion publique en disant qu'ils envoient les déchets à La Hague où l'on sait comment les retraiter. »

« Pour nous, travailleurs de La Hague, ceci est tout à fait inacceptable. Nous ne pouvons prendre la responsabilité de ces déchets en assurant une sécurité totale. Le gouvernement français dit que les déchets retraités vont être renvoyés dans leur pays d'origine. Mais en fait, nous n'en savons rien : c'est peut-être vrai ; c'est peut-être faux. Pour ce qui concerne le plutonium, c'est sans doute vrai car il a une valeur stratégique. Mais pour le reste, nous n'en savons rien. Et ce qui est pire, c'est que tous les sous-produits, sous forme liquide ou gazeuse, sont rejetés dans la mer ou dans l'atmosphère, ici en Normandie. »

« Et nous ne pouvons accepter cela non plus. Notre région est en train de devenir la poubelle nucléaire des gouvernements qui ont des problèmes avec leur opinion publique. »

LES PROFITS CONTRE LA SECURITE

La Hague est aujourd'hui l'une des plus grandes installations de retraitement du monde. Elle reçoit des déchets nucléaires de toute l'Europe et même du Japon. Et cela, grâce aux contrats que COGEMA a signé avec différents pays. La COGEMA a signé dans l'ensemble des contrats pour le retraitement de 6000 tonnes avant 1985. Lhermite explique que c'est de la folie pure et simple.

« L'usine n'a pas la capacité de traiter la quantité de déchets pour laquelle la COGEMA s'est engagée. La nouvelle installation prévue, appelée UP3, n'existe jusqu'à présent que sur le papier. Et dans le plus petit prototype, appelé HAO, nous n'avons retraité, en trois ans, que 150 tonnes, avec un tas de problèmes techniques. »

« La COGEMA prend aujourd'hui de grands risques pour prouver ses capacités industrielles. Ils bradent la sécurité pour réaliser des profits. »

« L'équipement de l'usine a vieilli et nous avons demandé sa fermeture pour six mois, afin de pouvoir effectuer les réparations nécessaires. Mais la compagnie s'y refuse. Pour donner un exemple : Aujourd'hui nous avons de gros problèmes avec la « cisaille », qui est en panne 30 jours sur 100. Quand la « cisaille » s'arrête, il se produit alors une réaction en chaîne et nous nous trouvons dans une situation impossible. Les déchets liquides devraient être retraités mais la direction prétend qu'on n'en a pas le temps et, plus encore, que tous

les lieux de stockage sont déjà plus que pleins. »

« Afin de diminuer la radioactivité du liquide, on le dilue, mais le résultat est que le poste suivant de l'usine devrait traiter d'énormes quantités de fluide. A la fin, ce sont des liquides dont la radioactivité est très mal contrôlée qui sont rejetés à la mer. »

LA CONTAMINATION DES PLAGES

Lhermite sait ce dont il parle. Il y a beaucoup d'incidents qui prouvent que l'usine a vieilli et que le matériel est usé. En janvier de cette année, il y a eu deux fuites dans la canalisation contenant les déchets liquides et qui est immergée sur 1700 mètres. Le liquide provenant des fuites a été rejeté directement sur la plage. A chaque fois, la compagnie s'est contentée de mettre une « bride » sur les canalisations.

Après les incidents, la compagnie et le préfet ont assuré aux habitants de la région qu'il n'y avait aucun danger, mais ils n'ont publié aucun chiffre précis sur la contamination radioactive provoquée par ces fuites.

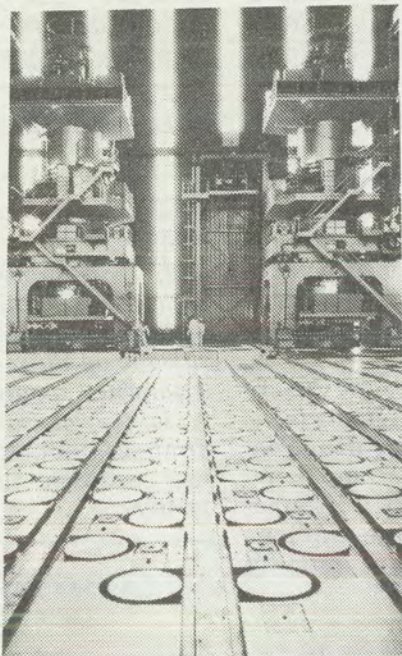
Mais il y a des gens qui n'ont pas accordé foi à ces assurances et qui ont fait effectuer leurs propres contrôles. Le résultat de ces contrôles a démontré que la compagnie avait menti. Les tests effectués sur des coquillages prélevés sur la plage ont montré que leur radioac-

tivité avait augmenté 100 fois. Un kilo de patelles contient 150 millirem, en grande partie dus au ruthénium. Et l'on est obligé de tenir compte de ces chiffres. En février, on a détecté une autre fuite sur la canalisation. Mais cette fois, elle s'est produite dans la partie qui est maçonnée et, par conséquent, il ne fut pas pos-

sible de la colmater par une bride. Au lieu d'arrêter la production, la compagnie a décidé de continuer sans réparer. La seule mesure prise fut de diluer le liquide avant de l'envoyer dans la canalisation. La compagnie n'a jamais annoncé cette troisième fuite au public.

par contre, beaucoup travaillent sur les chantiers de construction et ne reçoivent par conséquent pas de radioactivité.»

«Le fait que la compagnie place ses profits avant la sécurité des travailleurs a aussi été mis en évidence par les plans de construction d'UP3. Un expert avait été contacté pour établir les plans. Il posait comme principe que les travailleurs de l'usine ne devaient pas être exposés à des doses radioactives plus fortes que celles qui étaient admises pour l'ensemble de la population. La réponse de la COGEMA fut typique : les coûts devaient être diminués de 50 pour cent. La sécurité des travailleurs est passée par la fenêtre».



LES PROBLEMES DE SANTE ET DE SECURITE

Il y a eu de nombreux problèmes qui montrent que la technique de retraitement n'est pas suffisamment au point et que les moyens de contrôle ne sont pas sûrs.

Mais il y a aussi de nombreux problèmes qui sont du ressort des travailleurs, grâce à une action syndicale efficace.

«L'énergie nucléaire rend difficile le fonctionnement du syndicat. Ceux qui contrôlent l'énergie nucléaire ont érigé le mensonge en institution. Ils ont la mainmise totale sur les laboratoires qui contrôlent les fuites et la pollution et cela rend les syndicats presque impuissants, explique Lhermite».

«Le capital nous demande d'avoir à l'égard du nucléaire la même attitude que face à la religion. Vous devez croire. «Ce sont des sujets difficiles

que vous ne pouvez comprendre, mais nous vous promettons de vous dire la vérité», c'est ce qu'ils essayent de nous faire croire».

«Mais les rares fois où nous avons pu vérifier ce qu'ils disaient, il est apparu qu'ils mentaient effrontément.»

«Nous avons le même type de problèmes concernant la sécurité des travailleurs dans l'usine. D'après les statistiques publiées par la compagnie, il apparaît que la dose de radioactivité reçue par les travailleurs diminue chaque année. Mais cela dépend du mode de calcul. Ils prennent les 700 rem qui ont fui de l'usine qu'ils répartissent entre tous les travailleurs. Parmi les travailleurs des entreprises de sous-traitance, il y en a 200 qui font les travaux de réparation les plus dangereux et

REVENDICATIONS ET ALTERNATIVES

Les problèmes auxquels la CFDT a été confrontée à La Hague l'ont amenée à présenter plusieurs revendications. Le syndicat continue d'exiger que l'usine soit fermée pendant six mois pour réparation. En application de sa conception du service public, il exige aussi que tous les contrats étrangers soient dénoncés.

«Nous demandons aussi que les projets d'installations nucléaires soient arrêtés en France pendant trois ans afin d'harmoniser les capacités de retraitement des déchets avec la quantité de déchets produits, et ceci avec le minimum de risques, explique Lhermite. Nous avons aussi exigé que des sommes importantes soient consacrées à la recherche de sources d'énergie alternatives. Il est clair que si une somme équivalente à celle engagée pour le nucléaire avait été consacrée à l'énergie solaire, on assisterait à des résultats différents aujourd'hui».

«En ce moment, il y a aussi un énorme gaspillage d'énergie. Prenez l'automobile par exemple. Cela fait quatre-vingts ans que l'on fabrique des automobiles, vous pourriez penser qu'on sait comme les faire durer trente ou quarante ans. Au lieu de cela, les capitalistes fa-

briquent des produits qui durent au mieux 10 ans.»
«Mais cela soulève aussi un autre problème, c'est-à-dire de savoir qui possède les usines. Tant qu'elles seront la propriété

privée de capitalistes, c'est la quantité et le profit qui compteront et non pas la qualité et la sécurité, c'est valable pour les voitures aussi bien que pour l'énergie nucléaire.»

TIHANGE I — L'OCCUPATION

En février de cette année, pour la première fois dans l'histoire de l'énergie nucléaire, les ouvriers ont occupé un poste de contrôle. Ce sont les ouvriers de l'usine nucléaire de Tihange I, près de Namur en Belgique, qui ont utilisé l'occupation comme forme de lutte dans le conflit qui les opposait aux patrons. Les travailleurs de l'industrie nucléaire sont organisés dans le GAZELCO, le syndicat socialiste, et l'ELCOGAZ, le syndicat chrétien démocrate, qui sont des syndicats avec une tradition et un passé très militants.

La grève et l'occupation n'étaient pas dirigés contre l'utilisation de l'énergie nucléaire. Le mouvement ouvrier n'a pas une position homogène à ce sujet. Certains y sont favorables, d'autres non. Et la grève n'a pas démarré non plus par une lutte pour les droits syndicaux dans l'usine. Mais, en raison de la réponse des patrons, c'est devenu le seul objectif de la grève.

Jean-Marie Woit, le délégué syndical de l'usine, fut parmi ceux qui se sont mis en grève. Il nous a expliqué les motifs de la grève et son développement.

«Depuis longtemps, nous étions en conflit avec la direction, INTERCOM, qui est propriétaire de l'usine de Tihange. La plupart d'entre nous avaient été employés auparavant dans des entreprises de production d'énergie traditionnelles, comme le charbon et les usines d'énergie thermique. Maintenant, nous faisons un travail comportant des risques plus grands, mais nous avons le même statut qu'auparavant. Pendant longtemps, nous avons demandé des congés plus longs et un avancement de l'âge de la retraite.»

«Et quand nous parlons de risques plus grands, il ne s'agit pas d'une plaisanterie. En 1976, il y a eu un accident où 50 travailleurs ont été contaminés. Ce n'est que plus tard que nous avons appris que les doses reçues étaient plus faibles que nous le craignions. Mais c'est toujours comme ça dans ce boulot. C'est seulement après les contrôles, une fois que le travail est fini que vous pouvez savoir si vous avez reçu une dose dangereuse ou non.»

«Comme la compagnie refusait de donner satisfaction à nos revendications et comme rien n'avait changé depuis la grève de 13 semaines que nous avions faite en 1976, nous avons décidé, en assemblée générale, de présenter nos revendications d'une manière plus offensive.»

«Notre grève a été sans effet, étant donné que l'usine a pu maintenir sa production à l'aide des employés administratifs de l'usine. C'est pourquoi nous avons occupé le poste de contrôle et deux de nos délégués ont fait baisser la production de 10 pour cent, comme formé de rétorsion à l'égard de la compagnie.»

L'ATTAQUE CONTRE LES DROITS SYNDICAUX

La réponse de la compagnie et du gouvernement belge ne s'est pas fait attendre. La direction a mis à pied pour 15 jours les deux délégués qui avaient fait baisser la production. Et, dans la presse, à la radio et à la télévision, une scandaleuse campagne de propagande fut lancée, accusant les ouvriers de mettre en danger la population locale. Le ministre, Willy Cleas,

a qualifié cette action de «folie pure» et a donné le ton de la campagne de calomnies contre les ouvriers. Le but de cette propagande était évidemment d'isoler les travailleurs et de soulever l'opinion publique contre eux.

C'est devenu aussi le point de départ d'une attaque contre les droits syndicaux dans l'usine. La direction a exigé que le syndicat signe un contrat qui empêchait tout mouvement de grève interférant avec le fonctionnement normal de l'usine, c'est-à-dire qu'elle voulait empêcher en fait toute possibilité de grève.

«La propagande disant que nous mettions en danger la population était un mensonge. Les deux délégués qui ont diminué la production sont des techniciens qui savaient parfaitement ce qu'ils faisaient, explique Woit. La plupart d'entre nous vivent dans cette région et nous n'aurions jamais mené une action qui aurait pu faire courir des risques supérieurs à ceux qui existent déjà du fait de la présence de l'usine elle-même.»

«La grève a duré 24 jours et elle s'est terminée plutôt mal pour les ouvriers. Bien que nous ayons bénéficié de la solidarité de nombreux ouvriers d'autres secteurs de l'énergie et aussi d'une grève d'avertissement menée par les ouvriers de l'usine nucléaire de Doel dans la partie flamande de la Belgique, la grève s'est terminée par la signature d'un contrat qui laisse un grand point d'interrogation sur les possibilités de mener à l'avenir des grèves dures. La direction nationale du syndicat a pesé de tout son poids pour faire accepter le contrat par les travailleurs. C'est seulement après son intervention que le contrat a obtenu la majorité auprès des travailleurs. 58 pour cent ont voté pour et 31 pour cent contre. Le point important du contrat est le paragraphe qui dit qu'à l'avenir, toute grève doit être précédée d'une période d'avertissement et être menée à l'extérieur de l'usine, cela signifie que la production

peut continuer comme si de rien n'était».

Les manifestations de solidarité de la part des autres ouvriers ont montré que le rapport de forces était tel que la compagnie aurait pu être forcée à un recul, mais au lieu de cela, la direction syndicale a imposé le contrat en mettant l'accent sur une promesse faite par le ministre du Travail, De Wulf, de publier une nouvelle

législation pour les travailleurs dans l'industrie nucléaire avant la fin de l'année. Mais on n'a aucune garantie sur le contenu de cette législation ou même qu'elle soit jamais publiée.

Le danger qui existe maintenant est que le contrat soit un premier pas en direction de restrictions plus sérieuses concernant les droits des travailleurs dans l'industrie nucléaire en Belgique.

PLOGOFF — LA LUTTE DE TOUTE UNE REGION

Le troisième volet de la lutte anti-nucléaire est la large mobilisation populaire contre la construction d'usines, les mouvements de masse que l'on a pu voir dans de nombreux pays.

En France, le mot Plogoff est devenu le symbole de la résistance à la politique nucléaire. Plogoff est un petit village de pêcheurs, à l'extrême pointe de la Bretagne. Cette année au printemps, il a été le théâtre de larges mobilisations de masse spectaculaires, contre les plans du gouvernement qui veut construire une usine nucléaire, à la sortie même du village.

Aujourd'hui, à peu près 5 pour cent de l'énergie totale en France est d'origine nucléaire. Mais les projets prévoient une augmentation des usines et il est prévu que 30 pour cent de l'énergie soit nucléaire d'ici 1990.

En 1976, le gouvernement a annoncé qu'une usine de 5200 MW, la plus grande de France, serait implantée à Plogoff. Dès ce moment, on assista à de grandes mobilisations des habitants de Plogoff et des communes voisines.

Depuis le commencement, la résistance fut dirigée plus contre le choix de l'implantation que contre l'énergie nucléaire elle-même. Mais, après les grandes catastrophes pétrolières qui ont touché les côtes de Bretagne, la population est devenue très sensible aux dangers de pollution et de destruction de la nature, très belle, dans la région. Les sentiments anti-nucléaires sont aussi alimentés par le fait que la Bretagne est une région sous-développée du point de vue industriel et que la population se sent abandonnée par les autorités de Paris.

Le résultat de ce travail a pu être constaté au cours de la marche du 16 mars. L'un des slogans les plus repris était «*Pas d'usine nucléaire à Plogoff, ni ailleurs*». La dynamique du mouvement était tout à fait évidente. Dès le début, une partie de plus en plus grande de la population était gagnée à la lutte. Les partis politiques, les syndicats et de nombreux groupes écologiques avaient mobilisé leurs forces. En dehors des partis bourgeois, favorables au nucléaire, seul le Parti communiste français et la CGT étaient absents des mobilisations. En fait, le PC a même dénoncé les mobilisations et s'est clairement prononcé en faveur de l'implantation d'usines nucléaires en Bretagne. Mais signe de la pression populaire : le maire communiste de Douarnenez, la ville la plus proche de Plogoff, s'est déclaré contre l'installation et ceci à l'encontre de la direction du parti.

Cette dynamique du mouvement anti-nucléaire est aussi apparue dans beaucoup d'autres endroits et d'autres pays et cela révèle le caractère explosif de cette lutte. L'accident de Three Mile Island à Harrisburg a aussi gagné des milliers de gens au mouvement.

UNE ENQUETE PUBLIQUE TRUQUEE

Selon la loi française, les pouvoirs publics doivent procéder à une enquête auprès de la population de la zone concernée, avant de procéder à des expropriations. Le but prétendu de cette enquête publique est d'apporter une information sur l'énergie nucléaire et de connaître l'opinion de la population locale sur le projet. Mais le comité de défense de Plogoff a étudié ce qui s'était passé lors des enquêtes publiques dans d'autres cas en France, et, dès le départ, il a dit que cette enquête était un leurre. Elle reste sans aucun effet sur les décisions prises par le gouvernement. La preuve en est que

LA RESISTANCE DE MASSE

Les mobilisations de masse ont atteint leur summum à Plogoff cet hiver. Le 3 février, la population toute entière des communes voisines s'est rassemblée à Plogoff. Quelque 30000 personnes ont pris part à la manifestation. Et, le 16 mars, plus de 60000 personnes, venues de toute la Bretagne, ont manifesté à Plogoff. Cela est apparu comme un signe de solidarité de toute la Bretagne à l'égard de la lutte des habitants de Plogoff.

Cette résistance de masse n'est pas née comme cela. Elle

s'explique principalement par deux facteurs. Tout d'abord, par le travail long et conséquent, effectué par le comité de défense de Plogoff, et deuxièmement, par l'extrême violence utilisée contre la population dans la région.

Depuis 1976, le comité de défense de Plogoff a mené une lutte expliquant constamment quel était le projet et a essayé d'organiser non seulement le village lui-même, mais aussi toutes les communes avoisinantes.

des usines ont été construites dans plusieurs endroits alors que la population s'était prononcée massivement contre la construction.

Malgré le refus clairement exprimé de l'enquête publique, l'EDF (Electricité de France), entreprise publique produisant et distribuant l'électricité, a décidé de la poursuite du projet à Plogoff et dans les communes voisines. Ce qui montre bien l'engagement du gouvernement à l'égard du nucléaire. Il se doit de briser la résistance, sinon ses plans peuvent être remis en question dans d'autres endroits.

Cette enquête publique est cependant devenue le point central de la lutte pendant toute une période. A commencer par les maires des trois communes concernées qui ont refusé de mettre les locaux publics à la disposition des autorités pour l'enquête. L'EDF a répondu par l'envoi de camions, rebaptisés pour l'occasion «mairie-annexe», escortés par des centaines de CRS et de gendarmes. Débutée fin janvier, l'enquête publique devait durer six semaines, qui se sont transformées en six semaines de mobilisation quotidienne de centaines de personnes qui se sont affrontées chaque jour aux forces de police, pour finir le dernier jour par une manifestation de 60 000 personnes célébrant le départ de la «mairie-annexe».

Le résultat de cette enquête publique fut un échec lamentable pour l'EDF. Sur les 20 000 personnes concernées par l'enquête dans les trois communes, 200 seulement se présentèrent aux camions et, parmi celles-ci, certaines se prononcèrent contre le projet.

Le reste de la population a boycotté l'enquête et tenté activement de l'empêcher.

Chaque matin, les camions et les forces de polices étaient arrêtés par des barricades élevées sur la route menant au village, par des centaines de résistants de Plogoff. La police a fait preuve d'une extrême violence et, pour se frayer un passage, elle a fait usage de bulldozers, de gaz lacrimogènes et de grenades offensives. Beaucoup de personnes ont été blessées. Mais le lendemain matin, les barricades étaient de nouveau dressées, attendant les forces de police. Comme l'explique un pêcheur de Plogoff :

«Je n'ai pas beaucoup dormi pendant toutes ces semaines. Chaque nuit, je suis allé couper des arbres dans la forêt et je les ai transportés pour monter les barricades.»

Voilà ce que fut la véritable enquête publique et l'utilisation massive par le gouvernement de forces de répression lourdement armées, afin de briser la résistance, ont montré combien il fait peu de cas de l'opinion publique unanime.

CE N'EST PAS FINI

Maintenant tout est redevenu «normal» à Plogoff, c'est-à-dire que les camions et les forces de police sont repartis. Mais rien ne sera jamais plus comme avant dans le village. Rien n'est non plus définitivement gagné. Le gouvernement a finalement décidé de maintenir, au terme de l'enquête d'utilité publique, le projet de construction de la centrale. Il y avait beaucoup trop d'intérêts en jeu pour qu'il puisse reculer. Mais on peut alors être tout à fait certain d'une chose : il y aura à nouveau des barricades autour de Plogoff. Parce que, si rien n'est définitivement gagné contre l'installation, il y a déjà un certain nombre d'acquis. Tout d'abord, la population de Plogoff, chaque habitant, jeune comme vieux, femmes et hommes, ont acquis une redoutable confiance en eux-mêmes et une expérience des mobilisations de masse et des affrontements avec les forces de répression gouvernementales. En second lieu, Plogoff n'est plus isolée. Après quatre ans de lutte, toute la population de la Bretagne a fait sienne la lutte de Plogoff.

Rien n'est définitivement gagné mais la possibilité de remporter une victoire existe, une victoire pour ceux de Plogoff qui deviendrait alors une victoire pour le mouvement anti-nucléaire dans le monde entier. □



Dernière journée de l'enquête d'utilité publique le 16 mars : des affrontements

Au lendemain du référendum, le mouvement anti-nucléaire suédois prêt à continuer le combat

Arnold JEPPSON

QUI ONT ETE LES VAINQUEURS DU REFERENDUM SUR LE NUCLEAIRE ?

Assurément, Curt Nicolin, chef de file de l'Association du patronat suédois, et Marcus Wallenberg, le plus gros capitaliste du pays. Depuis longtemps, ces deux personnages se battaient pour construire jusqu'à douze réacteurs nucléaires. Maintenant, ils envisagent même d'accroître encore leurs investissements.

Mais leur plus grand atout pour obtenir ce succès est venu du dirigeant de l'opposition social-démocrate, Olaf Palme.

La proposition numéro un, celle du Parti modéré (la droite suédoise) et des patrons du nucléaire, a obtenu 18,7 pour cent des voix. Elle réclamait la mise en œuvre de douze réacteurs pour les vingt-cinq prochaines années.

La deuxième proposition a recueilli 39,3 pour cent des voix. Elle était soutenue par les sociaux-démocrates, le Parti du peuple, les libéraux et les directions syndicales. Elle demandait la mise en marche de douze réacteurs pour les vingt-cinq années à venir, après quoi ils seraient mis hors service. Tous ces réacteurs devraient être nationalisés (comme c'est déjà le cas pour 80 pour cent de l'industrie).

Ces deux positions favorables au nucléaire ont obtenu ensemble 58 pour cent des voix. Le mouvement anti-nucléaire a soutenu la proposition numéro trois qui demande le démantèlement des six réacteurs qui fonctionnent déjà, dans un laps de temps ne dépassant pas dix ans. Cette proposition fut soutenue par le Parti du centre (le parti du Premier ministre, Thorbjörn Fälldin) et le Parti de

gauche des communistes (VPK). Cette proposition obtint 38,9 pour cent des suffrages.

Mais ce résultat n'est qu'une défaite temporaire pour le mouvement anti-nucléaire en Suède. La nuit suivant le référendum, les dirigeants du mouvement annonçaient déjà que les adversaires du nucléaire continueraient la lutte jusqu'à ce que le dernier réacteur soit démantelé.

Et le vote de 1815083 Suédois en faveur de la troisième proposition fut une impressionnante démonstration de la force de l'opposition au nucléaire. Cela présage bien de l'avenir.

Mais pourquoi le mouvement anti-nucléaire a-t-il perdu le référendum ?

Il faut en chercher la raison dans le rôle de la direction social-démocrate qui a semé la confusion dans l'esprit de beaucoup de travailleurs suédois qui s'interrogent sérieusement sur le nucléaire mais qui font toujours appel à ces dirigeants réformistes pour répondre aux problèmes politiques et sociaux.

Selon les estimations générales, 70 pour cent de ceux qui n'avaient pas encore décidé la veille du référendum ce qu'ils voteraient, se rallièrent en fin de compte à la proposition social-démocrate (numéro deux). Palme fit un tour de passe-passe pour présenter l'extension à douze réacteurs du programme électro-nucléaire comme une politique sensée qui « mettrait hors service » le pouvoir nucléaire.

Il proclama que voter la proposition numéro trois entraînerait une désorganisation au niveau de l'emploi, des salaires et du niveau de vie.

Pourtant, plus de 15 pour cent des électeurs sociaux-démocrates votèrent pour la troisième proposition. A Göteborg, un

des plus grands centres de l'industrie automobile, la proposition numéro trois obtint 41 pour cent des voix, le plus gros pourcentage au niveau local. Cela représente une avancée importante pour le mouvement anti-nucléaire.

Néanmoins, dans d'autres concentrations de l'industrie lourde (Sandviken, Karlskoga et Surahammar), la deuxième proposition a presque obtenu la majorité absolue. Cela montre que le mouvement anti-nucléaire a encore une tâche importante à résoudre : convaincre les ouvriers de l'industrie de la nécessité d'arrêter le nucléaire.

La nuit du référendum, le Premier ministre Fälldin annonça qu'il se conformerait aux résultats du vote et veillerait à l'extension du programme électro-nucléaire. Le lendemain, cependant, il commença à hésiter. Vu le nombre de gens qui avaient voté en faveur de la troisième proposition, dit-il, le douzième réacteur ne serait pas mis en marche.

Ceci eut pour effet de rendre fous furieux les partenaires du groupe de Fälldin, Ola Ullsten, dirigeant du Parti du peuple, et Gösta Bochman, dirigeant du Parti modéré.

En ce moment même, le mouvement anti-nucléaire (le *Folkkampanj*) entame un débat sur les moyens de faire avancer la lutte. La première échéance est l'arrêt du réacteur Barseback. Comme cette installation menace directement Copenhague, le mouvement anti-nucléaire danois se bat aussi pour la fermeture de ce réacteur.

Le mouvement anti-nucléaire va également mener campagne contre la mise en marche des réacteurs Forsmark 1 et Ringhals 3 qui sont prêts à fonctionner.

D'autre part, l'entreprise qui cherche à exploiter l'uranium en Suède annonce maintenant qu'elle commencera à creuser pour de bon, avant la fin de l'année, la mine qui se trouve à Västgotland, juste aux environs de Skövde, dans le sud de la Suède.

Ainsi le mouvement anti-nucléaire suédois a beaucoup à faire pour mobiliser dans l'action l'énorme sentiment anti-nucléaire qui s'est exprimé lors du référendum et pour convaincre des centaines de milliers d'autres personnes de se joindre au combat. □



Dossier Nucléaire

Le premier anniversaire de Three Mile Island

Il y a un an, le réacteur nucléaire de Three Mile Island, en Pennsylvanie, fut victime d'une surchauffe et déchargea des gaz radioactifs dans l'atmosphère. Les 28 et 29 mars, des milliers d'habitants de la Pennsylvanie se sont réunis pour commémorer ce sinistre anniversaire et pour protester contre les plans qui prévoient de laisser échapper à nouveau des gaz radioactifs de ce réacteur, qui est complètement détérioré.

Une série d'actions — telles une veillée, une prise de parole des habitants, un débat télévisé, retransmis nationalement, sur le nucléaire, une marche aux bougies — se sont terminées par un rassemblement de plus de 8000 personnes.

Nancy Cole, du *Militant*, hebdomadaire marxiste-révolutionnaire américain, y était. Elle écrivait dans le *Militant* du 11 avril :

«Il y a une différence frappante entre l'état d'esprit que j'ai observé ici, l'an dernier, et celui d'aujourd'hui (voir le compte-rendu de N. Cole immédiatement après l'accident dans Intercontinental Press du 16 avril 1979).»

L'an dernier, cet accident, jusqu'alors inimaginable, venait de se produire. Des milliers de gens avaient été évacués de leurs foyers. Les gens commençaient à prendre douloureusement conscience que l'administration gouvernementale chargée de protéger le public et Met Ed (l'entreprise qui faisait fonctionner le réacteur) étaient de connivence.

Le sentiment dominant était la peur ainsi qu'une impression d'impuissance face à des adversaires si puissants.

La peur existe toujours, et c'est normal, si l'on considère que le réacteur recèle toujours une monstruosité nucléaire, qui peut éclater de façon imprévi-

sible du jour au lendemain. Mais les gens ici pensent vraiment qu'ils arriveront à gagner face à Met Ed et au gouvernement.

L'accident a transformé des mères de famille en militantes permanentes du mouvement, des pères a-politiques en des militants anti-nucléaires, des grand-mères en des manifestantes ambulantes.»

Une femme, au cours des prises de parole, exprima très bien cet état d'esprit, décrit par Nancy Cole, quand elle déclara : *«J'en ai vraiment assez qu'on nous mente... et je veux maintenant me battre. Je vais rester et m'organiser dans des groupes. Tout ce que je peux faire, je le ferai.»* □

A LIRE EGALEMENT DANS «INPRECOR»

Numéro 51 du 26.04.79

- Three Mile Island : au bord de la catastrophe Fred MURPHY
- Autour d'Harrisburg : la politique énergétique de Washington Dick ROBERTS
- Des dangers actuellement irré-médiabiles Georges THOMPSON

Numéro 55 du 21.06.79

- Une première journée d'action internationale contre le nucléaire Andrée FROIDEVAUX

Numéro 64 du 20.11.79

- 100 000 personnes à Bonn réclament la fin du programme nucléaire Nora ROTH et Marc LEVY

Solidarité avec les métallos en grève

L'AN passé déjà, la grande grève des métallurgistes de l'ABC, près de Sao Paulo, ébranlait le Brésil. Elle devait s'achever par un mauvais compromis et dans l'amertume, lors d'une assemblée générale traditionnelle sur le terrain de football de Sao Bernardo.

La leçon ne fut pas inutile.

Confrontés à un taux d'inflation de 83 pour cent, de mars 79 à mars 89, qui dévore leur pouvoir d'achat, les métallos de l'ABC s'étaient mieux préparés cette année à une épreuve de force.

Le 16 mars, ils étaient plus de 50000 rassemblés sur le stade d'Euclides, pour écouter le discours et les recommandations d'Inacio da Silva, «Lula», leur populaire dirigeant syndical. Il donnait quinze jours aux patrons pour céder sur les revendications, tout en expliquant aux travailleurs qu'en cas d'impasse des négociations la grève débiterait le 1er avril, avec la paie de mars en poche *«pour pouvoir tenir au moins un mois»*. Il appelait au boycott immédiat des heures supplémentaires et à une *«opération tortue»* de ralentissement des cadences, afin de réduire les stocks des multinationales avant même le début effectif de la grève.

Le 30 mars, les métallos étaient venus encore plus nombreux sur le stade, plus de 60000, pour se prononcer sur le résultat des négociations. Ils réclamaient 15 pour cent d'augmentation salariale au-dessus de l'indice officiel des prix, la semaine de 40 heures, les heures supplémentaires majorées à 100 pour

cent, la garantie de l'emploi pour au moins un an afin d'empêcher les vagues de licenciements arbitraires qui suivent habituellement les mouvements de grèves, la garantie des droits syndicaux dans l'entreprise... Au total, vingt-cinq revendications, presque toutes rejetées par le patronat, brouilles mises à part.

Une forêt de bras unanimes se dressait alors pour rejeter les propositions patronales. C'était la grève. Massive et robuste. Sans piquets, le 1er avril à minuit, 240000 métallos de la «fourmilière» de l'ABC croisaient les bras.

Depuis, le gouvernement maintient les négociations au point mort et multiplie les intimidations policières et militaires contre les grévistes. Le patronat compte sur la faim pour user la détermination des grévistes, galvanisés cependant à l'idée qu'ils luttent pour les droits de tout le prolétariat brésilien. L'affluence n'a pas baissé aux assemblées bi-hebdomadaires du stade de Sao Bernardo. L'insolence ouvrière n'a jamais manqué de s'exprimer. Au gouvernement qui demandait un droit de regard sur le fonds de grève, les grévistes répliquaient en demandant l'ouverture des livres de comptes patronaux.

Rien n'ayant réussi à entamer la détermination des métallos, le tribunal du travail, qui s'était d'abord déclaré incompetent, a fini le 17 avril par décréter la grève illégale.

Il s'en est aussitôt suivi la fermeture des locaux syndicaux, la saisie du fonds de grève, l'arrestation d'une douzaine de dirigeants syndicaux, dont Lula, qui risquent officiellement de 2 à 12 ans de prison pour grève illégale.

Cela aussi était prévu. Trois directions de rechange avaient été désignées pour prendre la relève en cas d'arrestations. Décapiter la grève est à double tranchant pour le patronat. Privés de leurs dirigeants habituels, des travailleurs de plus en plus nombreux sont appelés à prendre des responsabilités, à mieux s'organiser, plus collectivement à faire leur propre expérience. La direction de la grève est maintenant le fait de plusieurs centaines de militants. L'Eglise a ouvert ses locaux pour accueillir les grévistes. Le gouvernement peut difficilement faire fermer les églises à deux mois de la visite du Pape.

L'assemblée des métallos du 21 avril, après l'arrestation de Lula, a de nouveau battu les records de participation, avec plus de 80000 personnes.

L'épreuve de force engagée, au-delà des revendications des métallurgistes, a pour enjeu l'ouverture démocratique que la dictature militaire entend contrôler étroitement et l'apparition d'un mouvement ouvrier indépendant au Brésil.

TOUS AUX COTES DES METALLURGISTES DE L'ABC !

LIBERATION IMMEDIATE DE LULA ET SES CAMARADES !